nouvelle
hebdomadaire d'action communiste

LES SOLDATS DEFENDENT LEURS DROITS L'ARMEE LES EMPRISONNE...

SOLIDARITÉ !

CHYPRE P.10.11
PRISONS P.8.9
PORTUGAL P.14.15.16

VENDREDI 26 JUILLET 1974 — N° 261 — 16 PAGES— 3 FRANCS

L'APPEL DES CENT

QUI MANIPULE ?

Assez rapidement, face à l'ampleur prise par l'Appel des 100, la hiérarchie militaire a dû renoncer à la rassurante thèse policière selon laquelle les signataires de l'appel ne seraient après tout que quelques gauchistes en mal de provocation. Le nombre sans cesse croissant de signatures recueillies — plus de 1500 aujourd'hui — rend évidemment grotesque une pareille interprétation.

Les plus intelligentes de nos crevures ont même compris que l'impact de l'appel était loin, bien loin, d'être réductible à la simple totalisation de ceux qui ont pris leurs responsabilités en le signant. Il faut pour ces messieurs se rendre à une douloureuse évidence : l'appel traduit les revendications profondes de **l'ensemble** du contingent et... de pas mal de sous-offs. Bref, cette initiative apparemment minoritaire est une lame de fond qui déferle dans l'ensemble des garnisons de France et de RFA.

1500 BIDASSES AU TROU ?

C'est tout de même assez difficile à imaginer, même pour le plus buté des galonnés à front de bœuf... Un porte-parole du ministère de la Défense Nationale, interrogé sur les sanctions frappant les signataires de l'appel, expliquait, assez candidement, qu'il n'y avait pas à dramatiser, que c'étaient les **sanctions les plus basses du barème** qui étaient utilisées. Cette intéressante déclaration soulève bien des commentaires. En premier lieu, nous trouvons étonnant que si le brain trust de Soufflet a eu le temps de préciser une réponse **disciplinaire** d'ensemble à l'égard des signataires, il n'ait pas jugé utile de prendre celui de répondre sur le fond au contenu de l'appel. Par ailleurs, il est surprenant de voir la manière dont cette directive est appliquée. Car **l'ensemble** des signataires est concerné par les « motifs » 303, 308 ou 309 qui traitent des « adresses collectives » et de la manière de sanctionner ceux qui les signent ou les font signer. **C'est donc 1514 appelés à ce jour qui devraient se voir gratifier d'un minimum de 20 jours d'arrêts simples.** La « justice » militaire a, semble-t-il, hésité. On la comprend. La vague soulevée par l'appel défie l'application de ce monument d'arbitraire qu'est le Code de Discipline Générale.

ISOLER LES « MENEURS »

Comme il est impossible de ne pas réagir, comme il l'est tout autant de sanctionner tout le monde, **la logique policière reprend tous ses droits**. Il faut sanctionner les supposés meneurs, les mauvais bergers, en un mot **les militants.** C'est à un niveau de masse que la hiérarchie militaire a montré l'usage qu'elle savait faire des listes d'ennemis intérieurs.

Ainsi, beaucoup de militants sous l'uniforme, ou soupçonnés tels, se sont vus quasiment « enlevés » un beau matin par des messieurs de la Sécurité Militaire, pour aller purger une peine d'arrêts de rigueur à l'autre bout de la région militaire... ou de la France.

Répression sélective, c'est évident, mais en même temps aveugle, car là où les limiers de la Sécurité Militaire n'ont pas trouvé de « gauchistes » patentés, ils ont tapé au hasard. Le but de ces opérations étant bien sûr la répression, **mais aussi l'intoxication**. L'action psychologique n'a jamais perdu ses droits. Elle est toujours aussi bovine.

Dans nombre de casernes, les interrogatoires se sont multipliés et **durcis** après l'enlèvement des soi-disant meneurs ; interrogatoires où ces messieurs cherchaient à accumuler les déclarations chargeant les soldats soupçonnés d'avoir diffusé l'appel. Dans la plupart des cas, ces intéressantes manœuvres se sont soldées par un fiasco absolument total.

LES MANIPULATIONS DE LA BANDE A KRIVINE

Les crevures et leurs acolytes du ministère ont ces derniers temps décentré leur logique policière. Ou plutôt, ils ont accentué une tendance qu'ils n'avaient fait qu'esquisser dans les premiers jours qui ont suivi l'appel. Tout en accumulant les mesquineries répressives, ces messieurs, qui ont compris qu'on ne brise pas de front un mouvement aussi populaire, mènent maintenant **une campagne de dénigrement systématique** contre les soutiens extérieurs à l'appel des 100. **En premier lieu contre Rouge et le FCR, fortement soupçonnés de surcroît d'être à l'origine de l'appel.**

La manœuvre est d'une simplicité désarmante. Les enquêteurs de la S.M. ne demandent évidemment pas aux signataires de désavouer leur prise de position. Ils leur demandent de signer une déclaration **désavouant la campagne menée par Rouge et l'usage « malhonnête » qui est fait des signatures**. Pour argumenter un peu plus concrètement, on explique aux gars que l'affaire est bien plus grave qu'ils ne le pensent, mais qu'on veut bien fermer les yeux — après tout vous avez un certain courage et « chacun a ses idées » ! —... Mais à condition de désavouer publiquement cette saloperie de propagande communiste. Certains petits futés de la S.M. sont même allés jusqu'à proposer aux appelés de leur expliquer comment il fallait s'y prendre pour porter plainte contre Rouge.

LA SECURITE MILITAIRE FAIT DANS LE SUBTIL

Actuellement l'opération bat son plein. A **Provins**, par exemple, la S.M. interroge les soldats en leur proposant deux papiers. L'un porte l'appel des 100. On explique aux gars que s'ils resignent, ils vont directement au trou ; l'autre feuille est un désaveu de la campagne.

A **Karlsruhe**, c'est plus subtil. La S.M., qui a de la culture politique, a appris qu'il y avait comme des divergences entre le PCF et le FCR. C'est pour cela qu'un appelé signataire de l'appel, et membre connu du PCF, s'est vu accueillir par l'officier de la

LES DERNIERES SIGNATURES

511 nouvelles signatures de soutien à l'appel des Cent

Ce sont donc maintenant 1514 SOLDATS ET MARINS QUI MAINTENANT EXIGENT LA SATISFACTION IMMEDIATE DE LEURS REVENDICATIONS.

Et c'est cette prise de parole sans précédent , que la hiérarchie militaire veut naïvement réprimer à coups d'emprisonnements, de mutations, d'intimidations, de dénigrements !

C'est en masse que les soldats signent maintenant cet Appel dans lequel ils se reconnaissent. Les régiments d'Altkirsch, d'Achern et surtout de Provins en sont un témoignage éclatant.

Les 100 ont fait des petits. Gageons que cela va continuer. L'incorporation du mois d'août va jeter dans les casernes une foule de jeunes. Beaucoup d'entre eux ont connus les mobilisations de la jeunesse scolarisée. Beaucoup d'entre eux connaissent déjà l'appel des cent, certains ont même contribué à le populariser. Il n'y aura pas de vacances pour les luttes dans les casernes. Il ne doit pas non plus y avoir en avoir dans la solidarité.

BITCHE (4° RC), J.N. Fiatrès, ORANGE. B.A. 115, 2° CL Assémat, Cal Colouray Michel, 2°CL Gimeno, 2° CL Sallent, 2° CL. Durot, Cal Guillaume Patrick, 2° CL Caluchnik Patrick, Breysse, Munier, Sgt Sartor, Cormy, Faucon, Masse, 2° CL Bessayme, 2° CL Coulomb, SAARBURG (16° GCM).RFA. 2° Chasseur Allais Gilles, VILLACOUBLAY (B.A. 107), Cal Robert J.Claude, CHARTRES.B.A., 2° CL Kervoelen, Sgt Frigout, Houvet, C/C Viton, 1° CL Bellardi, Van Breugel, 2° CL Lebreton, 2° CL Godement, Cal Endewelt, 2° CL Sarbia, C/C Gaubert Sgt Leboucher, FRIBOURG.53RCT.RFA, 2° Trs Aujoulat Y., Cap. Hesse Guy, 2° Trs Braux Dominique, Petey J.M., Crutain, Leconte, Eymard, Malburet, Cap Berron, 2° Trs Millot, Meyer, RENNES GMR 3, Delalande J.François, PROVINS.9° RH, 2° CL Duval, Viray, Duphil, Lesage, Legrand, Barrière, Geffroy, Rivault, Pifnou, Menier, Junqua, Bouvet, Mathias, Brettes, Mazeris, Aniquet, Legrand, Cailleau, Série, Rousselot, Biasi, Raudin, Nicolas, Marty, Bardieu, Vincent P., Suire J.P., Bordage Eric, Retailleau C., Pinson J.F., Lantin J., Bonnez D. Thomas .M., Blottière G., Masse, Maheut S., Bard M., Pourroy S., Gurho G., Jaffrenou S., Galand D., Bonnefin, Rouxel, Laine, Bethy, Racaud, Berge, Hebert, Bellegbic, Tabutaud, Boisson, Antoniazi L., Bittoneau, Winier D., Coineau J.M., Esperet D., Blondel H., Bg Chadourne D., Nexon-Lagrue P., Mari P., 2° CL Poissonet A., Gradelet A., Devaud J.Y., Etchemenoy D., Larbide J.R., Lacroix F., Gilbert A., Thomas B., Berton B., Foursac H., Combe M., Lemaître A., Goubaud J., Carlier B., Bert B., Gautier D., Brochet D., Rigal R., Vergne M., Laborde D., Kasts J.M., Rauzet Ch., Bonneau Ph., Delatre R., Collon J.C., Beaubier G., Bouchet G., Darnault, Sainsart, Changeur, Jacaud J.C., Cambiat J.B., Vigneron R., Van Eeckhout M., Pouchet A., 2° CL Collard A., Montuori S., Bg Lejache C., Durr D., Billat B., Verhoeven G., Maret C., Elquidj R., Jarousseau F., Bg Albertini B., 2°CL Gaborit R., Fouche D., Espoune G., Jeantet, Gelle, Stilinovic S., Artières J.Y., Bg Cordier Ph., BC Jachimiak, 2° CL Thierry J.Pe, Decaen J., David J., Breau P., Monset D., Dubos J., Antoune A., Lemosquet M., Blandin, Bg Salmon H., 2° CL Gibeaut, Darrigade, Durand, Biron, Collange, Chauvire, Rincon, Tuyeras, Derkaoui, Bisson, Leplanquois, Lamotte, Rigo, Boulanger, Piel, Françoise, Ballade, Legaignoux, Ozanne, Regulier, Pailler, Vautier, Pouchin, Angelik, Lassere, Roux, Refauvelet, B/C Couty, 2° CL Verihac P., Ceillaud, Capdevilla, Lafargue, Falourd, Bg Barege, Mauvais, Dujean, B/C Gireaudeau, 2° CL Gilblas, Gauthier, Crechaud, Labadie, Marzat, Pauty, Soubelet, Carreda, Etcheverria, Desveaux, Jaraiz, Dallet, Metais, Bg Grelier, 2° CL Chancelier, Labarbe, Saint, Picot, Vergnaud, B/C Hourcastagne, 2°CL Delanne, Bg Michel, 2° CL Gueret, Blandiot, Sebire, Saboureau, Lacaule, Bordeau, Grison J.L., Brouessard bp:, Lafougère G., Rivalland J.L., Thamin J., Reymond M., Masia G., Tanguely S., Kervingant N., Hamel G., Renault M., Mikulajczac R., Lenfant P., Leroux J.Y., Caire J., Wolf D., B/C Tixier C., Mandon J.M., Monfret, Lavergne, Benarous, Imperatori, Aquilon, Mager, Goulet, Feuillet, Jalnes, Redsand, Errien, ACHERN. GCR 601. (RFA), Bg Rignault, 2° CL Poulain, Clet Francis, Brandner J.L., Solis J., Fournier J., Richel Y., Ruard J, Bouillot J., Barbichon, Brascot, Bg Gantner, B/C Carrouée Patrick, 2° CL Ferreiro F., Falcone Antonio, B/C Herber Richard, B/C Cathary M., 2° CL Foti Ph, Laas G. B/C Meshaka B., 2° CL Melis J.C., Verdy A., Peynaud R., Lavigne S., Charniaud G., B/C Schauimger G., 2° CL Hascoet A., Mascomere J.F., Ernes J., Dancoing Y., Guyotoni J.D., Delicourt S., Seng A., Bogner J., Saudemont R., Duchateau M., Grzybowski P., Verselin J.P., Babillon J.F., Barre M., ALTKIRCH 8° HUSSARDS (RFA), Bg Depaepe Ph., 2° CL Soula M., Romero F., Duffour J.C., Bouchet Ph., Philippe L., Bernard C., Prouteau A., Roger R., Bertin P., Lebran R., Blanc P., Joué J.J., Put-Liénard J.P., Bg Daure M., 2° CL Maruejouls Ch., Narbonnes H., Verquin M., Dominguez D., Laval G., Gourneil G., Lemoine D., Lafon C., Carrière G., Raymond J., Mylle J.C., Pyrault C., Duprat B., Saint-Semin R., Bauré A., Boudes C., Bertrand G., Pelaprat J., Espeyrac M., Mothas A., Nouviale D., Cot G., Calvet J.P., Fleurquin A., Matel J., Aries F. Galasso F., Ransan J.P., Masset D., DIJON 6° BMT, Cinquin J.C., Dusseaux J.M., Laurent P., Pons T., MINISTERE DES ARMEES, Marin Dutois P., METZ GMR 6 1°Trs, 2° CL Kourliandsky J.J., METZ 23° RI—GI, 2° CL Noble Y.

RECTIFICATIF—ADDITIF :

Par suite d'une erreur de transcrition, la liste des 32 signataires de l'« appel des cent » à Morhange (8° R.D.) avait été tronquée, ce qui eut pour résultat que seuls 12 d'entre eux furent interrogés par la S.M.

Beaucoup d'appelés se sont depuis solidarisés avec les premiers signataires.

D'autant que par leurs mises en garde, certains gradés firent une publicité, bien involontaire certes, mais efficace, à « l'appel des cent ».

Nous tenons donc à rectifier et, afin d'éviter à la S.M. toute recherche fastidieuse, nous publions donc ci-dessous la liste du 8° Régiment de Dragons de Morhange.

32 signataires : Kimmel, Losson, Schaller, Mourrier, Guindre, Vignaud, kramer, Mougeot, Orluc, Manteau, Ricaud, Charpiot, Wagner, potier, Duquesnois, Bour, Gaertner, Soury, Haelberg, Felten, Ragaigne, Dondon, Godin, Konz, Py, Magret, Bassaler, Gaudin, Dincher, Battiveli, Brocquet, Jouillat.

51° RI AMIENS, les soldats signataires du 51° RI ont joint à la fin du texte de l'appel, le paragraphe suivant :

En outre, les appelés du 51° RI, signataires de cet appel rappellent, aux autorités militaires que lors de la mort de huit de leurs camarades à Chézy sur Marne, il leur fut promis de faire toute la lumière. Six mois après cette tragédie, seul le rapport de la commission populaire d'enquête est connu. Ils demandent que les conclusions officielles sur le drame de Chézy soient rendues publiques et portées à leur connaissance.

Les 92 premiers signataires du 51° RI sont : Arnaud Gilbert, Asselot Francis, Auvray Joël, Blanloeil Pierre, C/C Belan Patrick, Sgt Bilhaut Patrick, Sgt Binoist Bernard, Bourgoin Charles, Brousse Alain, Cal Berthaud Bernard, Sgt Bocquet Alain, Bouché Eric, Bernard-Savary Patrick, Brasseur Hugues, Sgt Cheval J.P., Cormeau Philippe, Cal Camus Georges, Charie Joel, C/C Cognon J.C., Chardonneau Luc, Sgt Cadart Pierre, Cureau Jacky, Cleraux Yves, C/C Delay Jean, Daniel Gilbert, Delaporte Patrick, Drudi Daniel, C/C Delpech Jean-Philippe, Cal Druelle Alain, Delalande Cl., C/C Jamet R., Delaunay Philippe, Flageul Jean-Yves, Flahaut, Cal Flers Francis, Cal Gaudin Jean-Yves, Cal Guilluy Bernard, C/C Guillotin Philippe, Guillotin Jean-Pierre, Goldenberg Richard, Grossin Joel, Heren J.Louis, Henaff Guy, Sgt Houzet Jean-Louis, Cal Hugues Régis, Hallier

LE PROCH
DE « ROUGE
VENDREI

S.M. chargé de l'interroger par un superbe : « **Alors, on travaille pour Krivine maintenant ?** ». **Qu'un autre s'est vu expliquer à la fin de son interrogatoire : « Vous croyez que ça ferait plaisir à vos dirigeants si on leur disait ce que vous faites ici avec les gauchistes ?** ». Faut-il dire que les camarades du PCF ont très respectueusement envoyé le flic se faire voir.

A **Nancy**, c'est **Pierre Rotman** qui est la cible — ou plutôt qui était, puisqu'il est maintenant muté à Sète, à la caserne Vauban, avec un nombre respectable de jours d'arrêts. La S.M. met sous le nez des appelés signataires un dossier gros comme un botin où il est paraît-il prouvé que Rotman est un dangereux agitateur trotskyste, bien capable de manipuler toute une caserne. Echec total : pas un appelé n'accepte de « charger » Rotman.

Les ficelles sont grosses. Entre ceux qui font marcher au pas et ceux qui sont censés « manipuler », rares sont les soldats qui font la différence

Cependant, il faut bien remarquer que la lenteur — pour le moins ! — de la grande presse, du Monde au Nouvel Observateur, à rendre compte de l'appel des 100 a rendu de telles manœuvres possibles. Sans parler des hésitations des directions des organisations ouvrières...

Si la « bande à Krivine » est tellement honnie par les crevures, c'est qu'elles reconnaissent dans le FCR et Rouge ceux qui ont, dès le départ et d'une manière constante par la suite, soutenu et popularisé l'appel des 100.

Nous faisons confiance aux signataires de l'appel pour déjouer ces grossières manœuvres d'intox. Le peu de succès qu'elles rencontrent est d'ailleurs l'indice de la maturité du mouvement.

Aujourd'hui plus que jamais, ripostons à chaque cas de répression ! Prenons nos responsabilités aux côtés des soldats et marins en lutte.

Dominique, Cal Kerbiriou Jacques, Ledieudeville Frédéric, Lemonnier Michel, Lemart J.M., Le Gloanec J.Claude, Lefevre Francis, Sgt Lecerf Daniel, Leclercq Patrick, Lenglet Michel, Cal LE Liboux Henri, Cal Louis Marc, C/C Loubat Gilles, Lenne François, Le Chapelain, Martin Rémi, Moulin Daniel, Morineau Alain, Mercier Max, Sgt Martin Jacques, Martel Dominique, Manguin Joël, Meynial Daniel, Nenez J.Luc, Petit Philippe, Cal ParadisGérard, Parcys Dominique, Pipart Jacky, Plachot Patrick, Sgt Pinault Gérard, Pierre Bernard, Iunian Joël, Rocquain Patrick, Riou Lucien, Royes Yan., Scoazec René, Thomas Yves, C/C Thill J.J., Tual Maurice, Vandendriessche, Veillet Daniel, Vimeux, Walle Domin., Sgt Warrand Paul, C/C Zarebski Julien, Cal Deflesselle Claude, Sgt Hochart J.J.

De nouveaux rectificatifs nous sont parvenus cette semaine.

Le C/C Marc Chatel du 1er RIMA et le C/C Bernard Richard du 126e RI de Brive, nous demandent de faire savoir, sensiblement dans les mêmes termes qu'ils se désolidarisent désormais, non du contenu de l'appel des cent, mais de la campagne que développe « Rouge » à son sujet.

Une autre demande de rectification nous est parvenue du 2e RC de Verdun. Nous la reproduisons ci-dessous, elle est d'une tonalité sensiblement différente :

« Je soussigné, Brigadier Lalaurette Marc, en accord avec le groupe de signataires de la pétition « Appel des cent », déclare me désister, avec le 2e cl. Van de Ginste Marc de cette dite pétition.

« **Raisons** : Manque de force de caractère devant une telle situation. Ceci étant préjudiciable au mouvement ».

IN NUMERO
. PARAITRA LE
I 16 AOUT

EDITORIAL

TOUT POUR LES 1500 !

Le silence de la grande muette est brisé. Galonnés, sabre-peuples et versaillais s'affolent. La Sécurité Militaire a pris le sentier de la guerre. Interrogatoires, chantages, emprisonnements se multiplient.

Ces messieurs ont si peu le moral qu'il ont chargé l'un des leurs, le général De Lassus Saint Geniès, de répondre à l'appel des 100 dans « Le Monde » du 24 juillet 74. Un bien mauvais devoir ! Un article tout en trémolos tricolores : sur la troupe qui fait de toi un homme, sur « la camaraderie, ... une des valeurs du service militaire » sur ce dernier « premier impôt demandé à l'homme qui devient adulte ». Et surtout une grossière justification de la répression contre les signataires illustrée par un télégramme « confidentiel défense » du même De Lassus, commandant en chef des forces françaises en Allemagne, le 9 juillet : « Tracts antimilitaristes ont été trouvés récemment à l'intérieur plusieurs casernes. Possibilité répétition de tels agissements. Il convient de ne pas subir cette action subversive, mais de la neutraliser par tous moyens appropriés ».

La grande presse, au début réticente vis-à-vis de l'appel des 100, commence à s'interesser de près aux mouvements revendicatifs dans l'armée. « L'Humanité » qui refusa au départ de publier le texte de l'appel, est désormais obligée de se déterminer nettement par rapport au soutien aux soldats réprimés pour l'avoir signé, parmi lesquels de nombreux militants des Jeunesses communistes.

Toutes les réticences de ceux qui ne « croyaient pas » à l'appel des 100, toutes les balivernes de ceux qui ne voulaient y voir qu'une « manipulation gauchiste » doivent se taire. L'appel est populaire. Chaque jour de nouveaux soldats le signent. Un jour il est même arrivé près de 250 sigantures d'un coup ! Les noms des soldats sanctionnés comme Pierre Rotman, muté de Nancy à Sète, ou Jean-Philippe Ternon, originaire du Havre, deviennent des synboles.

L'unité peut et doit se faire entre tous les mouvements antimilitaristes pour créer un rassemblement unique des toutes les forces concernées par le développement du mouvement des soldats. La solidarité ne doit pas rester éclatée, divisée par le sectarisme.

Partout des badigeonnages sur les murs, partout des affiches, des tracts reproduisant l'appel des soldats doivent être distribués pu collés. Partout les noms de Ternon, Rotman et des autres doivent être popularisés afin d'exiger la fin de la répression qui les frappe. Comme au Havre des pétitions de soutien doivent être propagées parmi les civils, des motions de sections syndicales, des télégrammes doivent être envoyés au Ministre des Armées, des délégations, des manifestations des actions en direction des appelés et des engagés doivent être organisées. Le Comité de Défense des Appelés prépare de multiples interventions les 2 et 3 août ,daté du départ d'un nouveau contingent.

Certains on intérêt à taire ou à dénaturer le contenu précis de l'appel des 1500 soldats : plus que jamais contre les calomnies de De Lassus Saint Geniès et contre les manipulations de ceux qui veulent parler à la place des soldats, le mouvement de soutien civil doit populariser l'intégralité des revendications de ceux qui ont eu le courage de prendre la parole au sein même de l'armée.

Le C.D.A. (Comité de Défense des Appelés), pour sa part, entend soutenir sans conditions les soldats en lutte et il entend réaliser pour cela l'unité à la base et au sommet sans exclusive ni esprit quelconque de chapelle.

Les soldats franchiront probablement de nouveaux pas dans l'organisation pour faire aboutir leurs revendications. Le mouvement de soutien civil pourra probablement s'unifier dès la rentrée et décider des premières initiatives spectaculaires qui s'imposent.

De simples revendications démocratiques provoquent une réaction violente de l'armée française de guerre civile. Les marxistes révolutionnaires n'en sont pas surpris et ils sauront saisir à travers cette démonstration, l'occasion d'élever le niveau de conscience des masses sur la réalité de classe de l'armée bourgeoise.

En avant vers un vaste mouvement de soutien unitaire à l'appel des 100 !

A l'exemple du C.D.A., soutenons les soldats qui prennent eux-mêmes la parole au sein de l'armée !

Vive les premiers pas d'une lutte de masse organisée des soldats !

le 24 juillet 74
G. Filoche.

Rouge 10, imp. Guéménée - Paris 4è tél. 272-88-96 ou 272-68-82
hebdomadaire d'action communiste

ARGENT
A L'ORDRE DE ROUGE
CCP : 25043 88
PARIS

Directeur de publication : Henri Weber

Les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de la Rédaction.

abonnez-vous

tarif des abonnements

pour	la france		l'étranger	
sous pli	ouvert	fermé	ouvert	fermé
un an	90	150	110	180
six mois	45	75	55	90

par avion : écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération.
Pour tout changement d'adresse, joindre 1 f 50 et la dernière bande.

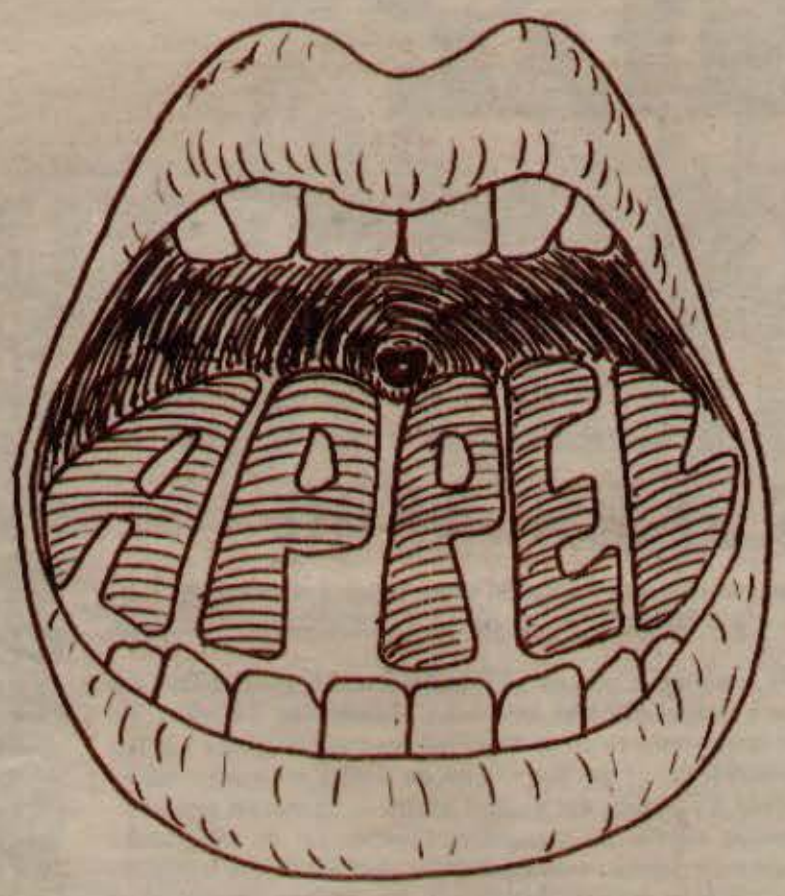
Impression : L'AVENIR GRAPHIQUE — PARIS

Je désire m'abonner à Rouge

NOM .....
ADRESSE .....
.....
Abonnement choisi .....

Je désire prendre contact avec Rouge

NOM .....
ADRESSE .....
.....
Age ..... Profession .....
Lieu de travail (facultatif) ....



TOUS AU LARZAC LES 17 ET 18 AOUT !

Les 103 paysans du Larzac qui se battent depuis quatre ans contre l'extension du camp militaire, appellent à un grand rassemblement sur le plateau, les 17 et 18 août. L'an dernier, près de 100.000 manifestants, à l'appel des paysans travailleurs et aux côtés des Lips, avaient témoigné de leur unité et de leur résolution dans la lutte contre le régime des patrons. Depuis le 25 août 1973, le Larzac est devenu un symbole national de la confrontation et de la coordination des luttes qui mettent en cause la société capitaliste.

Entre temps, les paysans ont multiplié les actions : contre le rachat des terres par l'armée à travers le GFA (Groupement Foncier Agricole), contre les incursions militaires, contre le décret d'utilité publique, contre les spéculateurs.

Depuis, Giscard a succédé à Pompidou. Et, au-delà des réformettes et de l'esbrouffe, il prépare pour la rentrée un plan d'austérité, d'inflation et de chômage contre les travailleurs. Son ministre de la Défense, Soufflet, non content de refuser aux soldats l'exercice des droits élémentaires, accentue les préparatifs de guerre civile et proclame sa volonté de commencer les expropriations sur le Larzac. Son ministre de l'agriculture, Bonnet, tente d'étouffer la colère paysanne, pour mieux organiser en sous-main la restructuration capitaliste du monde agricole, sur le dos des paysans travailleurs et des petits exploitants. Son ministre des Affaires Etrangères enfin, Sauvagnargues, accélère le processus de réintégration de la France dans l'OTAN, de subordination à l'impérialisme américain, tout en continuant l'exploitation féroce des peuples des colonies et néo-colonies et tout en renforçant son aide aux régimes fantoches et fascistes.

Les 17 et 18 août, nous reviendrons pas dizaines de milliers sur le Larzac. Déjà, des dizaines d'organisations syndicales et politiques, des mouvements de lutte divers, appellent à participer au rassemblement. Le Front Communiste Révolutionnaire invite tous les travailleurs, les paysans, les jeunes à faire du Larzac 74 un vaste rassemblement de lutte :

— contre l'extension des camps militaires, contre l'armée de guerre civile et en soutien aux luttes des soldats ;

— contre les ventes d'armes, contre le colonialisme et l'impérialisme français, en solidarité avec les luttes des travailleurs antillais, africains et de tous les peuples opprimés ;

— contre les plans d'austérité du pouvoir et du patronat, contre ce régime pourri, aux côtés des paysans travailleurs et de tous les travailleurs en lutte.

Tous au Larzac les 17 et 18 août !

Front Communiste Révolutionnaire

DEPARTS OGANISES PAR LE COMITE LARZAC PARIS en cars jeudi 15 août à 7 h et vendredi 16 août à 20 h. Retour dans la nuit du dimanche au lundi. Prix aller-retour : 100 F. Inscriptions tous les samedis de 9 h à 18 h à la COOPAST, 22 rue du Faubourg du Temple à Paris, 10ème. Tél. 355.66.88.

SUR LA ROUTE DU LARZAC

...Arrêtez-vous à Fontevrault (Maine et Loire), le 15 août. Il s'agit d'une fête populaire contre l'armée de guerre civile, organisée par différents groupes, dont des mouvements paysans et le FCR.

LA SOLIDARIT

Les cent sont aujourd'hui plus de 1500. La hiérarchie militaire s'affole. La Sécurité Militaire sort de son train-train routinier, frappe et intimide en tous senset en pure perte. Un de ces patrons, le colonel Veyssières s'est fendu d'un rapport détaillé qui trône sur le bureau de Soufflet, le ministre des Armées. Sa conclusion : il faut s'inquiéter du « mauvais état d'esprit » du contingent et prendre garde au « complot » contre l'armée. L'ennemi intérieur est à l'honneur.

LA S.M. SE REMUE

Le cas le plus frappant est celui de Pierre Rotman, muté de Nancy à Sète, sur lequel s'acharne la répression : la S.M. a fait défiler trois cent bidasses de sa caserne pour les faire se renier ou dénoncer Rotman comme meneur. La manœuvre a échoué, mais qu'à cela ne tienne : il se retrouve à Sète frappé de trente jours d'arrêt, alors que son temps de service est officiellement terminé. Mais Rotman n'est qu'un exemple. **Al'hôpital militaire de Versailles,** 4 soldats sont mutés. **A Etain,** même sort pour un deuxième classe. **A Pforzheim,** 2hussards sont frappés de 30 jours d'arrêt. **A Brisach,** 40 sapeurs sont condamnés à 30 jours d'arrêts de rigueur, mais en raison de l'exiguité de la cellule, ils sont transformés en 30 jours d'arrêts simples. **Au 202è régiment de génie de Metz,** 2 soldats ont 15 jours d'arrêts chacun puis sont mutés. **A Karlsruhe,** le soldat J.P. Valette est condamné aux arrêts de rigueur, alors qu'il était en permission libérable. **Au 9è RH de Provins,** un soldat fait 30 jours d'arrêts et est mis au secret. **Au Mans (2è RIMA),** une quinzaine de soldats sont aux arrêts, un d'entre eux est muté, certains perdent leur grade. En fin, dans sa précipitation, la S.M. frappe des non-signataires. Ainsi, Michel Martet, incorporé à Wittlich, en R.F.A., qui, sur simple foi des fiches de police, certifiant son militantisme politique et syndical dans le civil, avait déjà fait deux mois de prison à Landau. Alors qu'il devait être libéré fin juillet il se voit gratifié d'un « rab » de 15 jours. « Maintien disciplinaire », décidé au mépris de toute légalité, puisque la sanction le justifiant est annulée par la loi d'amnistie votée récemment.

MIEUX VAUT TARD QUE JAMAIS

Ces grandes manœuvres répressives ont échoué lamentablement. A Nancy, quelques jours après le départ de Rotman, de nouvelles signatures ont été immédiatement recueillies. Outre la résistance des bidasses, l'offensive de la S.M. se heurte à la généralisation de la solidarité avec les signataires. Généralisation décisive, même si certains, ayant pris le train en marche, en rajoutent pour ne pas être en reste. Ainsi, l'Alliance Marxiste Révolutionnaire, qui avec le P.S.U. lance « Informations pour les Droits du Soldat », sur la base de l'Appel des cent, renie-t-elle fort à propos ce qu'elle écrivait dans son journal, l'Internationale, le 30 mai 74, quelques jours après la publication de l'Appel par Libé, Rouge, Politique Hebdo : « le nombre de signataires, produit d'une opération de boutique, a réduit considérablement l'impact politique de cette lettre qui, loin d'avoir été une bombe à l'armée, ce qu'elle aurait dû être quand nous en avions les premiers émis l'idée, s'est transformée dans les mains d'apprentis artificiers en un pétard mouillé. »

De son côté, le P.C.F., dont de nombreux militants sont signataires et réprimés à ce titre, après avoir passé sous silence l'appel pendant la campagne électorale (« ne pas effrayer l'électeur ») se lance dans un soutien réel. Tout en tirant effrontément la couverture à lui (« Un mouvement de solidarité avec les soldats sanc tionnés est en train de naître. La J.C. en est le principal animateur » Huma du 8-7-74) et surtout en refusant de reprendre nationalement l'ensemble des revendications des soldats. Résultat de ces hésitations : alors que le tract distribué le 14 juillet par les J.C. ne souffle mot des exigences précises des signataires, à Beauvais, c'est un tract commun C.D.A.-P.C.F.-P.S.-C.G.T.-C.F.D.T etc qui lance la solidarité, tandis qu'au Mans, la C.G.T. et le P.C.F. refusent catégoriquement de signer tout texte au côté du Comité de Défense des Appelés, et à fortiori de l'extrême-gauche.

POUR UN SOUTIEN UNITAIRE ET UNIFIE

La campagne de solidarité doit balayer ce sectarisme qui est un coup porté à la cause des soldats. Le soutien doit être sans exclusives, uni et non divisé. Ses mots d'ordre doivent être intégralement ceux qu'ont choisi eux-mêmes les soldats en signant l'appel. Localement l'image de cette solidarité nécessaire se profile :

— **Beauvais** :C.D.A., C.G.T., C.F.D.T., F.E.N., J.O.C., P.C.F., P.S., P.S.U., Ligue des Droits de l'Homme réclament dans un communiqué commun la levée des sanctions contre les caporaux Larcher et Peroz (414è C.I.T., Laon, Cauvron), « soutiennent les justes revendications des soldats exprimées dans l'appel des cent » et font signer la même pétition.

— **Bordeaux-Pau** : c'est au 1er R.C.P. de Pau qu'est emprisonné pour 60jours Alain Remoiville, qui, originaire de Bordeaux, est dans le civil un actif militant syndical à la C.F.D.T. Protestations de l'U.D. C.F.D.T., pétitions sur les entreprises de Bordeaux (Ford, Dassault, S.N.I.A.S) se succèdent. Une délégation inter-syndicale s'est même rendue auprès de Bigeard « le plus populaire baroudeur de l'armée française » selon le journal local (Sud-Ouest), qui passait les troupes en revue le 14 juillet. De son côté le C.D.A. distribua un tract reproduisant l'appel à tous les soldats qui avaient défilé ce jour-là, en les jetant dans les camions au retour.

— **Versailles** : après la mutation de Raymond Boris qui effectuait son service à l'hôpital militaire Larrey de Versailles, et qui dans le civil est membre de la commission exécutive du syndicat C.G.T. des hospitaliers, un vent de solidarité a soufflé sur l'hôpital de St Germain où il travaillait. Après une pétition unitaire C.G.T.-C.F.D.T.-F.C.R.-Groupe Taupe Rouge sur l'hôpital, après un communiqué commun C.D.A.-P.C.F-P.S.-P.S.U.-J.C. sur Versailles, après des échos dans la Vie Ouvrière et dans l'Humanité un meeting se tint finalement avec la participation de l'intéressé finalement mis en congé pour 6 jours.

— **Vitry** : signataire et, dans le civil, instituteur à Vitry-sur-Seine, le caporal Jean Gallois, s'est retrouvé avec 30 jours d'arrêts dans la geôle du 30è dragon de Valdahau où il fut muté. A Besançon, près de sa caserne, un comité de soutien a été constitué, tandis qu'à Vitry, la municipalité communiste écrivait au ministre pour manifester son « entière solidarité au caporal » et exiger la levée des sanctions.

— **le Mans** : dans cette ville les signataires sont 300 sur 900 appelés au 2è RIMA. La solidarité, bien qu'encombrée par le sectarisme du P.C.F. vis-à-vis du C.D.A., s'est matérialisée dans un appel C.G.T.-C.F.D.T.-F.E.N.-PC.F.-P.S., pour la libération des soldats sanctionnés.

PARIS LE 14 JUILLET

Les militants du Comité de Défense des Appelés avaient décidé que le mouvement des soldats en lutte dans les casernes serait « présent » au défilé du 14 juillet.

Les militants du CDA étaient donc là dès 9 h du matin, entre les stations de métro Chemin-Vert et Sébastian-Froissart. Trois grandes banderoles avaient échappé aux contrôles policiers et attendaient dans leurs sacs (« 1000 soldats prennent la parole », « Soldats en lutte, solidarité », « Sous l'uniforme, tu restes un travailleur »). Après le passage des chasseurs-alpins, le premier groupe bondit entre deux régiments et déploie sous des jets de tracts (« Marcher au pas, leur seul droit ») la banderole « 1000 soldats prennent la parole ».

Ils n'y resteront pas longtemps ! La poulaille était sur les dents : avec toutes les politesses d'usage, gendarmes mobiles et « civils » ont dégagé la chaussée, pendant que le contingent marquait le pas. Fous furieux d'avoir laissé faire cette intervention peu banale, les chefs flics et militaires embarquent une quinzaine de manifestants. Il fallait à tout prix sauver l'image de marque de ce défilé populaire : les militants seront libérés le soir même après avoir copieusement discuté avec des flics de base tout à fait perplexes. La télé, la radio n'en toucheront pas un mot. Tout de même, pour l'exemple, l'un de ces camarades fera un jour de plus et est aujourd'hui inculpé de violence à agents ! On en reparlera.

DERNIERE MINUTE

222 nouvelles signatures viennent de nous parvenir. Désormais c'est au nombre de 1735 que sont les signataires de l'appel des cent. A bientôt les 2000 !

C.I.N. BREST : Abouche B., Kadelem M., Robert P., Ronel J.P., Driencourt P., Abatte A., Settama G., Hohreau J.P., Plas J.P., Barjoli S., Levillain M., Vignand J., Desaubry, Rickmounie, Durigneux G., Rafesthain G., Lesage J.J., Meyrignac M., Mille A., Elevedy, Thomas R., Morisse., Herchenroder, Kerboul M., Taieb Ivan, Baibarass P., Chros P., Jacof J., Bland J., Gerbier D., Cron M., Paret J.M., Letocq G., Le PLenier P., Level P., Jambou J.P., Lamart P., Duchemin D., Rivière J., Berthon P., L'Herpinière J., Gnoss D., Verbisti J.P., Dupont P., Cotard Y., Tokotuu B:, Blot J.C., Gibon J.M., Rousseau G., Lossec J.L., Goorcent J.J., Parillaud A., Leonard P., Talmer Gérard, Devaux G.

57è R.A. COLMAR : 2è classe Dalex J., Rousseau Patrick, Vincendet P., Watremez P., leynet J., Demure Gilles, Freydier J., bg/c Milleret P., Saunier B., 2è classe Thaveron E., Gautier J.M., Lievre A., Mdl Desgouttes, 2è classe Floret M., Gayet D., Dupasquier H., Maillet G., Minda L., Vincent R., mdl Sautel,

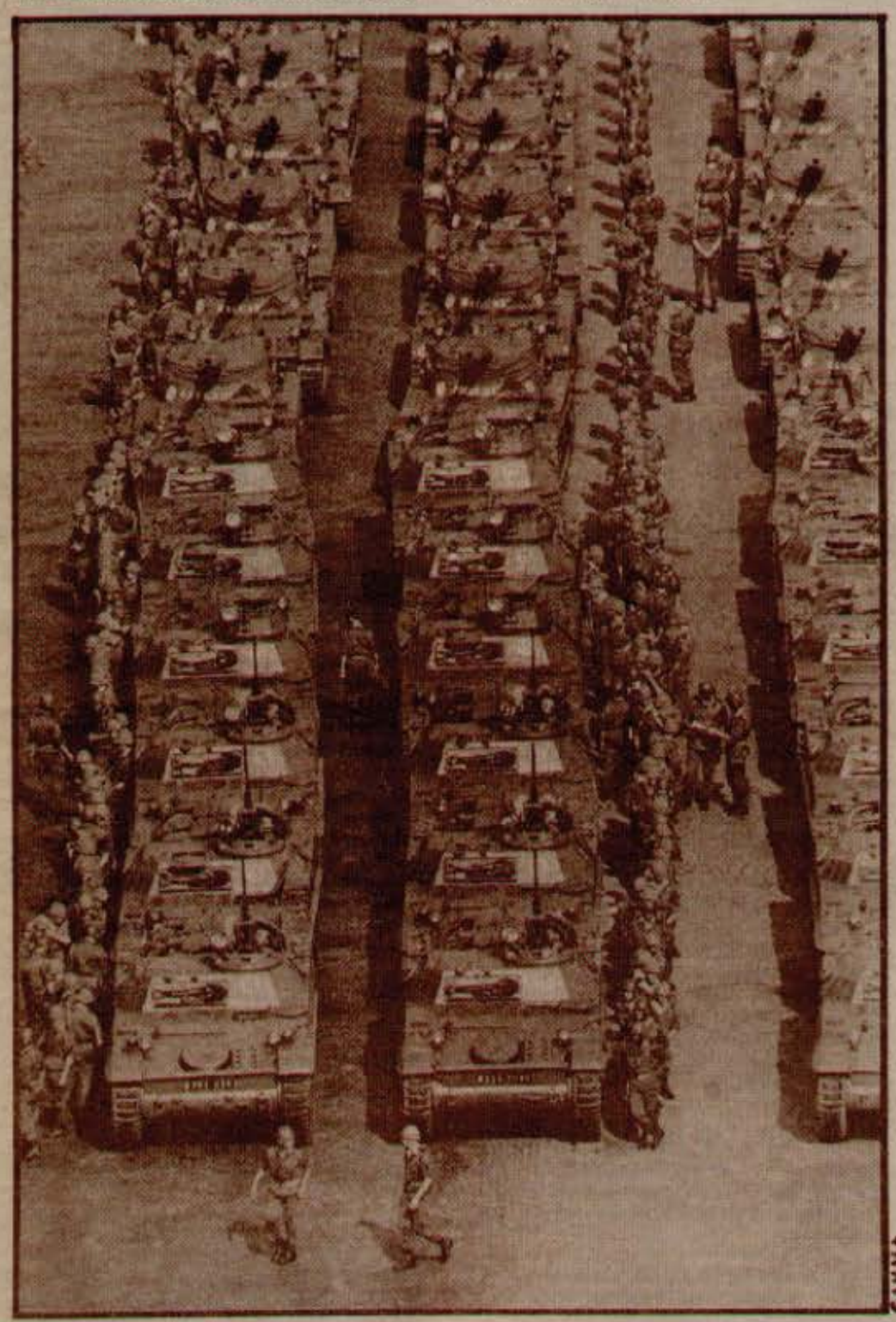
E NECESSAIRE

— **Le Havre** : la solidarité avec Jean-Philippe Ternon, caporal au 2è C.C.M. à Saarburg-R.F.A., cassé de son grade et muté au 5è régiment de chasseurs de Périgueux avec 30 jours d'arrêts, mérite d'être citée en exemple. Son père, Paul Ternon, en est le principal animateur. Le 6 juillet, avec des responsables du S.N.E.P., du P.S.U., du F.C.R. et de l'O.C.I.il s'est présenté au siège de la marine nationale porteur d'une liste de 600 signatures à une pétition de solidarité. Devant le refus du commandant de les recevoir, il décida de partir vers Périgueux afin de remettre les pétitions aux autorités militaires de la nouvelle caserne de son fils. En chemin il invita les « populations » à marquer leur soutien aux signataires de l'appel et à envoyer leurs idées à un ministre qui en manque tant !.

— **Sète** : nouvelle affectation de Pierre Rotman, la caserne de Sète fut troublée fin juillet par une délégation P.S.-P.C.F-C.G.T.-C.F.D.T.-P.S.U.-F.E.N. exigeant la libération de notre camarade, et finalement reçue par le colonel. Par ailleurs le maire et le député communistes de Sète ont envoyé un télégramme au préfet.

Enfin, parmi d'autres témoignages Rochefort ,pl'ensemble des partis et syndicats de gauche ont signé une motion reprenant l'ensemble des revendications de l'appel ; le député com muniste de la Dordogne, Dutard, a écrit au ministre pour protester contre la sanction frappant J.P. Valette, rappelé de permission et mis aux arrêts.

Ce n'est qu'un début, dans toute la France, que se multiplie la solidarité, que la levée des sanctions contre les soldats Rotman, Ternon, Gallois et leurs camarades devienne le mot d'ordre symbolisant la solidarité avec les travailleurs sous l'uniforme.



bg Robert M., 2è classe Elbaz P., 1ère classe Bonnenfant M., bg/c Dubois R., bg/c Hottin B. Lievre J.P., 2è classe Baury H., Cagol C., Abondance G., Salles D., Boucher J.M., Morel J.J., bg Molinari Y., mdl Gazzola, 2è classe Bonsignore A., Ongaro B., Lacroix M., Zamnibortch P., Guenot A., Abram D., mdl Adam L., 2è classe Audier P., Falzon P., Joammon M., Serna Alain, Mars D., Orban C., 1ère classe Dumont J.C., bg/c Rey J.P., 2è classe Nizier C., Lacresse P., Bergeron G., Gast R., De Cuevas A., Vallin A., 1ère classe Dubes Y., mdl Ruiz S., 1ère classe Morel M., MDL Santurette P., 2è classe Gianesini Y., 1ère classe Ferrien J., Brevier M., 2è classe Guigue C., Paree A., Noussan C., Delavaloire G., Pecorapo L., Leone G., Bererd P., Millet J.M., Robert J., Vettorato R., 2è classe Pasinetti S., Borie J., Crintin M., Raymard Y., Veray-Gauger A., Paget Y., Morboz M.; **152è R.I.** : 1ère classe Vissac J.P.
Joammon
BAD 7 BELFORT : quartier Hary : Pons J., Auxien A, Baillarger A., Nigita G., Lacrampe J.C., Sempe J.R., Puech M., Cheze D., Trameau C., Galibert D., Samaran G., Montrozier J.L., Senges Y., Chancholle B, Dupont P., Leclercq J.J., Pellin R., Vaissière M., Bosc J., Delous L., Morlhou M., Vergnes F., Laurent J.P., Rousset A., Galou P., Caubet Y., Lagarde D., Payrau H., Jourdain P., Pascal J.L. Elie P., Schmitt J., Saysset G., Soula B., Falguière A., Olivier S., Cascarre S., Cance A.
G.C.R. 601 ACHERN (R.F.A.) : Melscoet D., Normand Bruno, Testu Didier, Caradec J.C., Maizeret M., Radock S., bg Dehont B., Couderc M., Simon P., Decorne J.P., Paques C., bg/c Cordier A.
110è R.I. DONANESCHINGEN (R.F.A.) : sergent Helie C., c/c Divol J., 1ère classe Trevimal P., Oliva, 2è classe De Marguerye, Burdy.
152è R.I. E.M.S. STARSBOURG : André-Wesse Olivier, Giraudeau Marcel, Nicolais M., Vophi L.
B.A. 133 OCHEY : cap. Sanchez A., Vennat C.
B.A. 102 : Villard Patrick.
4è RIMA STARSBOURG : GGualandi S.
STRASBOURG
STRASBOURG
C.M. 401 PERIGUEUX : 2è classe Fixot F.
GALDIM COMPIEGNE : 2è classe Grillot A.
730è
730è COMW R.F.A. : Grenouillet B.
412 B.C.S. OFFENBOURG : Laugier G., Moral J., Cannas J., Amesland P., Del A., Frere, Lazier, Rome, Pazot, 412 B.C.S. OFFENBURG : Laugier G., Moral J., Cannas J., Amesland P., Del A., Frere, Lazier, Rome, Pazot, Yvanne, Quinton, Clotteriou, Feuillet, Listoir Cyprien, Leconte CL., Guede G., Vitis D., Colin P., Cuissenier F., Demilly F.

CANJUERS, OU VA LE CAM ?

6 000 personnes environ se sont rendues à Tourtour, à proximitédu camp de Canjuers, les 13 et 14 juillet. Remarquable sur le plan de l'organisation matérielle, ce rassemblement est cependant, contrairement à ce qu'affirment les organisateurs, militants du C.A.M. Comité anti-militriste, loin d'être un succès anti-militariste.

On nous promettait les deux. En fait, il n'y a eu ni l'une ni l'autre. Des chanteurs annoncés en tête d'affiche, aucun ne fut présent. Seuls les chanteurs occitans expliquèrent leur absence : ils ne voulaient pas « cautionner » une initiative plaquée, parachutée, sans travail de sensibilisation préalable sur la région. Et en effet, les quelques paysans du Haut Var présents se désolidarisèrent publiquement du rassemblement pour les mêmes raisons.

Excepté le théâtre militant (troupe Z, M.T.A., M.L.A.C.), aucune animation culturelle ne vint égayer la « fête ». Dès 22 h, samedi soir, on s'ennuyait ferme à Tourtour.

S'agissait-il alors d'un rassemblement politique militant contre l'armée de guerre civile ? On peut aussi se poser la question.

Malgré un public composé essentiellement d'étudiants et d'enseignants, déjà largement acquis aux idées des anti-militaristes, le niveau du meeting et des forums fut en général assez bas. Et ce n'est pas en hurlant trois fois « A bas l'armée ! » (Halbwachs) ou en s'exclamant « l'armée, c'est de la merde ! » (Guérin) qu'on pouvait le relever. Cela tenait déjà à l'orientation donnée dans la propagande (contre l'extension des camps militaires, contre le « Larzac du Sud-Est ») mais aussi à l'éparpillement et au manque de préparation des forums : celui sur les luttes des soldats fut écourté au bout de 10 mn, et c'est le Comité de Défense des Appelés qui dut organiser (non sans rencontrer de difficultés de la part du C.A.M.) un débat avec un signataire de l'Appel des 100.

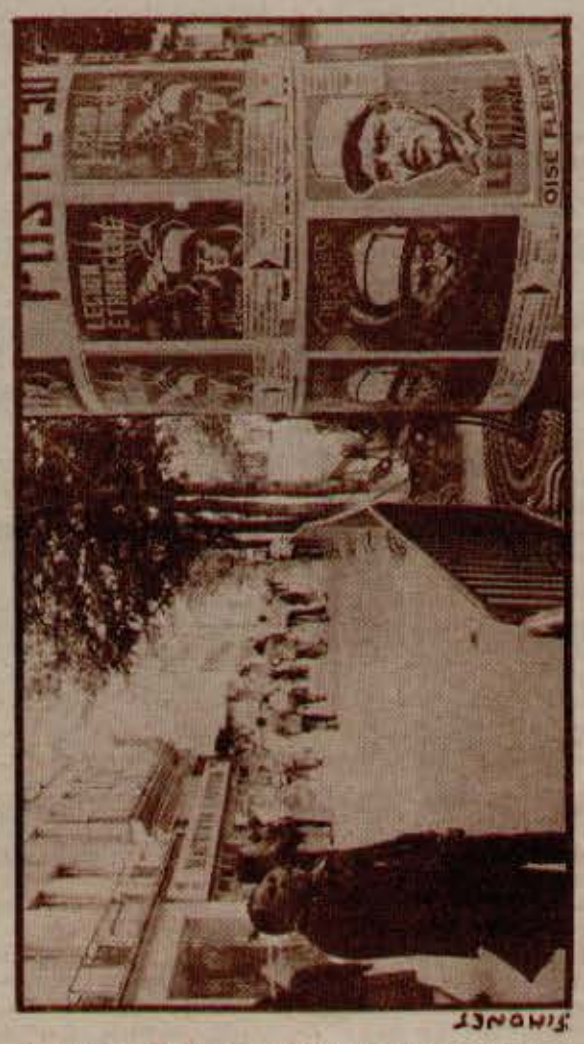
Les critiques que Rouge formulait dans le n° 259 se sont avérées parfaitement justifiées. **Le C.A.M. a fait sa fête**, tout comme Lutte Ouvrière (qui débarqua d'ailleurs à Tourtour avec un stand le dimanche en fin d'après-midi !) fait la sienne. Attitude sectaire et quelque peu détachée des nécessités de la LUTTE ANTIMILITARISTE.

Omniprésent pendant les deux jours, le C.A.M. entendait réglementter tout ce qui se passait, en particulier lorsqu'il s'agissait du C.D.A. De nombreux participants regrettèrent d'ailleurs l'absence d'unité du mouvement anti-militariste lors du rassemblement. Dénoncés à la tribune à plusieurs reprises par des périphrases alambiquées, les C.D.A. de la région Sud, **bien qu'ayant appelé publiquement à Canjuers**, ne furent mentionnés que le dimanche soir, quand il fallut bien lire leur message.

La sitution actuelle de l'anti-militarisme, marquée par les luttes des soldats autour des revendications démocratiques, introduit de sérieux problèmes à l'intérieur d'une organisation comme le C.A.M. Bien qu'il se réclame de l'anti-militarisme révolutionnaire, le C.A.M. s'appuie assez largement sur un courant d'insoumission relativement massif dans la jeunesse scolarisée. Et les positions des anti-militaristes révolutionnaires purs et durs du C.A.M. sont parfois bien étranges. Ainsi, on peut lire dans Lutte anti-militariste n° 16 : « **Notre tâche est de se battre au sein des courants insoumis pour en gagner une partie à l'anti-militarisme révolutionnaire, sans qu'ils aient besoin de renoncer à leur insoumission** » ! ! ! Et que disent ces insoumis à l'intérieur du C.A.M. ? A peu près ceci : « Les revendications formulées dans l'appel des 100 sont réformistes. Elles visent à aménager l'armée actuelle. En fin de compte, elles peuvent s'intégrer aux projets de la hiérarchie militaire visant à améliorer le système, et donc, elles détournent les capacités de la jeunesse de révolte contre l'institution militaire. » Et certains en concluent logiquement qu'il ne faut pas soutenir l'appel des 100 ! Ce discours, on l'a entendu à Canjuers dans le forum sur les tâches des anti-militaristes, même s'il a été combattu par les militants de Révolution ! dans le C.A.M.

Une autre caractéristique de ce courant est sa marginalisation par rapport au mouvement ouvrier traditionnel. Il ne comprend pas que la réintroduction de l'antimilitarisme au sein des organisations syndicales et politiques réformistes est une tâche essentielle aujourd'hui, même si ces organisations feront tout ce qui est possible pour dévoyer les travailleurs et les jeunes qu'elles influencent sur le terrain pourri de la défense nationale démocratique. Le rassemblement du C.A.M. était caricatural à cet égard : alors que l'an dernier, le Larzac avait constitué un débordement massif des réformistes, Canjuers allait dans le sens d'une minorisation des antimilitaristes.

Mais les erreurs politiques du C.A.M. nesont pas les seules responsables des faiblesses actuelles de l'antimilitarisme civil. Canjuers, c'est aussi la conséquence de l'absence de cadre unitaire de mobilisation ; du manque de crédibilité du C.D.A., malgré une meilleure analyse de la situation et des tâches qui en découlent, **comme organisation unitaire large, sur des bases résolument anti-capitalistes**. C'est la per-



multipliant les initiatives de soutien aux luttes et aux revendications des soldats, en organisant partout des réunions de conscrits lors de l'incorporation du 4 août, en développant nationalement le « parrainage » des casernes et des bases par les comités anti-militaristes civils.

Correspondant Montpellier

LA SIXIEME REPUBLIQUE ?

La mort de Pompidou, l'élection de Giscard ouvrent le débat sur la forme de domination que veut instaurer la bourgeoisie après la fin de la période bonapartiste. Cet article est une première contribution sur ce sujet.

« Une ère nouvelle de la politique française » avait dit Giscard. Il tient cette promesse-là.

C'est un bouleversement à l'américaine : tous les hauts fonctionnaires, par centaines, sont mutés. Les vagues successives emportent tour à tour les responsables de service de chaque ministère, de chaque administration publique. Il ne se passe pas un jour sans que le Journal Officiel ne mentionne de nouvelles nominations.

Il n'y aura pas continuité de la politique. Sans changer les numéros, Giscard met en place les bases de la VIème République. En partant des institutions en place, en profitant de l'Etat fort, de la centralisation des pouvoirs, de la force armée, policière, administrative, Giscard redonne directement au grand capital la gestion des affaires et s'attaque aux séquelles du pouvoir bonapartiste.

Le grand chambardement est déjà à l'œuvre dans trois principaux domaines :

LES INSTITUTIONS

C'est un délicat problème. La réforme envisagée consiste à préparer un véritable système présidentiel. Le président de la République n'est plus le président de « tous les Français », il est avant tout le chef de la majorité. Mais il convient de réinstaurer des « tampons » entre le pouvoir central et les masses. Il s'agit de combler le « désert politique » laissé par le gaullisme. Le rôle du parlement doit au moins être redoré. Un congrès des deux Chambres sera convoqué pour modifier les règles de l'élection présidentielle et la question de la suppléance parlementaire des ministères. Derrière cela, il y a un autre « lièvre » : le droit ou pas de dissolution de la Chambre par le président. La gestion directe des affaires par les services présidentiels, la nécessité de préparer au mieux la possibilité de « l'alternance », impliquent un rééquilibre des pouvoirs et une réorganisation de la vie politique.

L'UDR rue dans les brancards. Qu'un vieux routier comme Sanguinetti aille à son tour « à la soupe » provoque l'émeute dans les rangs des godillots. Non seulement Jobert, mais aussi Peyret, Charbonnel et plusieurs dizaines d'autres députés cherchent les formes d'un regroupement pour sauver ce qui reste des « principes » de la politique gaulliste. Chirac essaie de jouer le contre-feu en menaçant l'UDR de la catastrophe (écroulement au niveau des sondages des intentions de vote pour les législatives : 13 % à l'UDR, 24 % aux R.I.) et en lui promettant de tirer au moins 150 députés de la défaite électorale. L'enjeu actuel est au sein de l'UDR : comment se fera la scission, comment Giscard, Chirac, Poniatowski s'y prendront-ils pour récupérer le maximum ? Même Lecanuet entend se situer au « centre gauche » pour ne laisser aucune place aux éventuels UDR entêtés. Jobert de son côté explique à qui veut l'entendre qu'il « faudra demain s'allier avec les ennemis d'hier », sous-entendu les socialistes. La « course à la réforme » de Giscard, l'esbrouffe, la poudre aux yeux que s'efforce de jeter le gouvernement ont pour but non seulement de détourner les revendications ouvrières, mais aussi de régler les comptes entre les diverses fractions de la bourgeoisie, pour « auréoler », pour donner du crédit au nouveau pouvoir.

LES « REFORMES »

De la pilule en vente libre jusqu'au droit de vote à 18 ans, les réalisations actuelles de Giscard montrent que le grand capital ne s'embarrasse pas de la nécessité de s'enraciner dans des couches populaires en flattant toutes les pulsions réactionnaires. Exactement le contraire des choix de Messmer et Pompidou. Giscard mise sur le libéralisme le plus total espérant en retour de ses services, l'appui de grands trusts multinationaux et notamment du capital allemand et américain.

D'où les choix politiques pour tenter l'intégration de la classe ouvrière. Depuis les projets de réglementation des licenciements et de la garantie de l'emploi jusqu'à la commission participative mise en place sous la direction de Sudreau, le gouvernement se prépare à réaliser quelques grandes manœuvres démagogiques. La CFDT collabore déjà activement en la personne d'Albert Detraz à la mise en place de ces réformes, tandis que la CGT en a été écartée. Ce qui s'est produit déjà avec l'affaire du SMIC (les variations des bureaucraties syndicales de 1500 F minimum à 1200 F, puis à 1300 F) pourrait se reproduire sur d'autres grandes questions, telles que le retour **progressif** aux 40 H planifié sur une longue période. Le but de ces opérations : désamorcer un troisième tour social.

« L'ATLANTISME »

C'est en triomphateur, après Ottawa, que Nixon est venu à Bruxelles. La coexistence pacifique bat son plein. La propagande officielle du nouveau régime Giscard commence à habituer les électeurs à oublier les poncifs gaullistes sur « l'indépendance nationale » ; de fait, la subordination à l'impérialisme américain est en voie de réalisation. Les garanties sont données les unes après les autres : attitude franchement conciliante à propos de l'affaire de Chypre, avances pour des négociations monétaires et économiques, réorientation des perspectives européennes en accord avec Schmidt et Wilson.

Sauvagnargues, nouveau ministre des Affaires Etrangères, s'efforce diplomatiquement de noyer le poisson et de masquer la révision de la politique extérieure menée jusque là par les Couve de Murville et autres Jobert. Un équilibre sera maintenu dans les rapports avec le « camp socialiste », d'autant que les accords URSS-USA seront importants. Mais l'axe est clairement de liquider les thèmes gaullistes : encore une fois ceci pour des raisons intérieures — la majorité présidentielle à construire. Cette évolution explique d'ailleurs l'aisance avec laquelle, en réaction, le PCF fait appel aux gaullistes sur le thème de l'indépendance nationale, s'efforçant, en défendant les « aspects positifs » de la

Contre Giscard les travailleurs de l'OR.T.F. montrent l'exemple

Après quelques mesures démagogiques et quelques saupoudrages post-électoraux, le gouvernement Giscard-Chirac est passé à l'attaque, et au pas de charge. L'ORTF est sa première cible. Giscard prétend parachever en deux mois et trois jours de session parlementaire le démantèlement progressivement mis en place depuis cinq ans.

Maintenant tout est prêt pour la privatisation et c'est ce que le gouvernement demande aux parlementaires d'entériner à travers les mesures radicales qu'ils doivent prendre :

— privatisation du secteur de production (les films, les dramatiques) ; une société à capitaux publics (c'est à dire avec possibilités d'investissements privés), autonome, sera créée ; elle entrera en concurrence directe avec toutes les firmes privées ;

— privatisation aussi, même si elle est déguisée, des deux premières chaines qui, en tant que sociétés nationales, autonomes, concurrentielles, vont vivre uniquement des produits de la publicité ;

— seuls les secteurs non directement rentables, comme le secteur de la diffusion, la troisième chaine (avec ses 5 % d'écoute), la radio, resteront à la charge de l'Etat et de la redevance.

LES CONSEQUENCES DU DEMANTELEMENT

Elles seront lourdes, tant pour les travailleurs de l'ORTF que pour tous les travailleurs. Pour ceux de l'office, d'abord, c'est la dispersion, la disparition d'un statut unique, de la stabilité de l'emploi, l'émiettement des cadres syndicaux de lutte, la dégradation des conditions de travail, tout entières dominées par les impératifs de la rentabilisation.

Mais, surtout, pour les personnels de l'office, c'est maintenant une menace très concrète sur leur emploi : aujourd'hui, le gouvernement admet qu'un millier de travailleurs (sur 16.000) ne trouveront pas d'affectation dans les nouvelles sociétés. Naturellement, il ne compte pas tous les licenciements des travailleurs non statutaires (les occasionnels, les pigistes, les cachetiers), ni les mutations de service, ni les déplacements de région.

Mais le démantèlement de l'ORTF est également une attaque contre l'ensemble de la classe ouvrière : la privatisation en soumettant les programmes aux impératifs de la publicité et la production aux impératifs de la rentabilité, conduira à une chute verticale de la qualité des émissions. Plus grave encore, si Giscard réussit son coup, s'il impose sa loi scélérate, cela signifiera que malgré la force actuelle des travailleurs, qui s'est manifestée notamment et de manière déformée dans les 49,3 % de l'élection présidentielle, le gouvernement se permet de brader aux intérêts privés un instrument qui a été construit avec les fonds publics de la redevance.

LES PERSONNELS DE L'OFFICE SONT AUJOURD'HUI AUX AVANT-POSTES DES LUTTES OUVRIERES

La lutte des travailleurs de l'office concerne dès maintenant toute la classe ouvrière qui devra dès l'automne se battre contre l'Etat bourgeois qui veut réduire l'emploi, rentabiliser tout en augmentant les profits privés. Le démantèlement de l'ORTF comme le désarmement du France, sont deux aspects d'une même politique. La seule réponse des travailleurs, c'est la grève, l'occupation de leurs instruments de travail, la popularisation active de leur lutte.

Certes, à l'ORTF, à grand renfort de campagne de presse et à la faveur de l'été, le gouvernement cherche à isoler les personnels, en essayant de faire croire que toute lutte de ces travailleurs s'oppose aux intérêts du public. Travailleurs d'un côté, téléspectateur, public de l'autre. Mais il ne faut pas se laisse entrainer sur ce terrain. Quand Giscard explique que le « public a droit à une télé de qualité, qui marche, ouverte », nous répondons qu'une télé de qualité pour les travailleurs, c'est d'abord une télé qui n'est pas aux mains des patrons, c'est une télé contrôlée par la classe ouvrière et ses organisations, c'est une télé qui ne licencie pas ses personnels pour réduire ses coûts et rendre débiles ses programmes.

LA GREVE DU 22-23 JUILLET ARRET DE TRAVAIL D'AVERTISSEMENT OU DEBUT D'UNE LUTTE DURE CONTRE GISCARD ?

A l'appel de l'intersyndicale, les personnels ont fait lundi et mardi, massivement, deux jours « d'arrêt de travail d'avertissement ». Pourtant, tous les travailleurs n'ont pas cessé le travail : en effet, les programmes normaux ont été assurés « pour ne pas froisser le public ». Lundi, des initiatives de popularisation sur les gares ont été organisées, mais mal préparées, elles n'ont pu être assumées par tous les grévistes. Mardi à la Bourse du Travail, 2500 travailleurs, venus y compris des centres de province, décidaient de manifester malgré ce qui avait été prévu par les directions syndicales qui voulaient se contenter de quelques délégations auprès des parlementaires. C'est ainsi que de la République au Palais Bourbon, 3000 personnes ont défilé en criant des slogans combatifs : « Pas un seul licenciement », « La télé aux travailleurs, pas aux banquiers ». Les travailleurs ont montré que ces deux jours de grève n'étaient pas un baroud d'honneur destiné seulement à appuyer les discours parlementaires des députés de gauche.

De nombreux travailleurs ont dénoncé le fait que l'antenne n'ait pas été coupée, que la popularisation n'ait pas été mieux organisée, que la grève s'arrête au moment même où l'Etat-patron va prendre des décisions sur le sort des travailleurs, que l'occupation des locaux durant la session parlementaire n'ait pas été discutée.

Les directions syndicales se contentent maintenant de promettre une campagne de popularisation durant l'été, mais si nous ne voulons pas être acculés à la rentrée à une lutte d'arrière-garde, il faut dès maintenant que les travailleurs de l'office prennent eux-mêmes en mains leur lutte et les tâches de popularisation, qu'ils refusent tout licenciement (y compris des occasionnels), qu'ils refusent toutes les mesures de privatisation et se battent d'abord pour le maintien du statut unique. □

LIP : le pouvoir et le patronat s'unissent pour violer les accords de Dole

Extrait de **Lip-Unité** supplément au n°15, juillet 74.

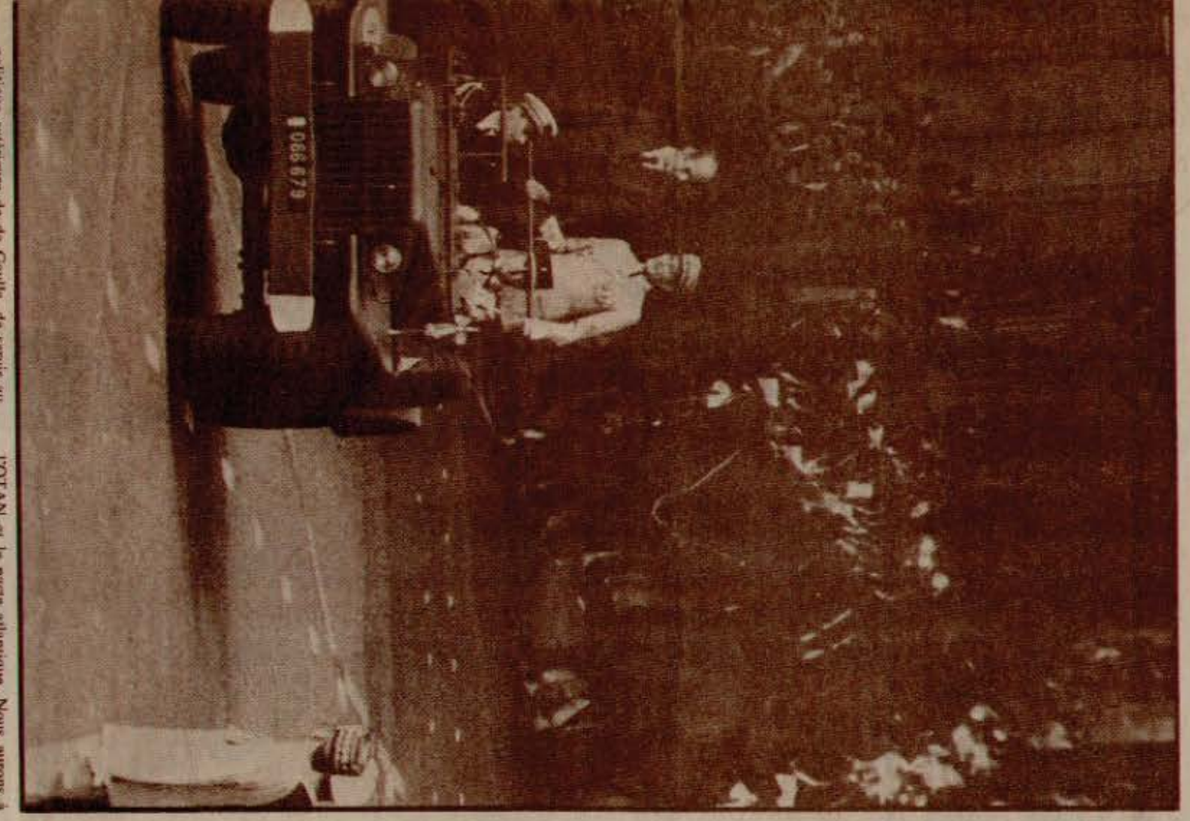
(...) Dans les jours et semaines à venir Patroni et Pouvoir Public vont tenter de frapper un gros coup qui aurait pour conséquence **la violation flagrante des accords de Dôle.**

QUE PREVOIENT CES ACCORDS ?

— Tous les bénéficiaires sont considérés comme futurs employés de Lip.

— Il est prévu un réembauchage progressif : 300 en avril, 500 en septembre, tous au 1er janvier 1975.

— Si à cette date du 1er janvier 1975 **quel-**



politique extérieure de de Gaulle, de servir au mieux les intérêts de la bureaucratie soviétique.

Cette « nouvelle ère politique » implique des conséquences sur la structuration du champ politique en France, sur les échéances électorales éventuellement précipitées, sur le caractère des luttes ouvrières et de la bataille des marxistes révolutionnaires au sein des syndicats, sur la lutte anti-impérialiste et anti-militariste, contre l'OTAN et le pacte atlantique. Nous aurons à analyser avec vigilance l'ampleur des changements apportés par cette « Vieme République ».

Gérard FILOCHE

□

que cas d'impossibilité d'embauche se posient, la direction s'engage à les résoudre en reclassant les travailleurs concernés à Besançon dans un emploi équivalent: ceux-ci conserveront une priorité de réembauche à Besançon.

— Les travailleurs en attendant leur réintégration suivront des stages professionnels.

LES MANOEUVRES DE NEUSCHWANDER

Aujourd'hui 480 Lip ont réintégré l'entreprise, logiquement la progression de l'embauche devrait continuer au rythme prévu par les accords.

Mais Neuschwander ne l'entend pas de cette oreille. Le 17 avril, le 17 mai, courant juin, début juillet, chaque fois avec de plus en plus de force il affirme sa volonté de ne pas être en mesure de reprendre tous les bénéficiaires (...)

LE COMPLOT

Début juillet, de source bien informée, nous apprenons que plusieurs réunions avaient rassemblé des patrons de Besançon, un représentant du préfet et un adjoint de Neuchswander.

Ces réunions avaient pour but :

— de recenser les emplois sur Besançon afin de les mettre à la disposition des travailleurs de Lip le plus vite possible ;

— de statuer sur le cas de 5 d'entre nous jugés indésirables tant à l'entreprise que sur la place de Besançon (les deux frères Cugney, Piaget, Raguenes, Vittot).

Suite à ces informations nous interpellons Neuchswander qui ne nie pas les recherches d'emplois extérieurs et les exclusives.

L'analyse de l'attitude du patronat et de l'Administration nous amène à la conclusion suivante :

Ils nous estiment suffisamment affaiblis pour frapper dès maintenant, et à l'occasion de la période des vacances, un grand coup et imposer des reclassements extérieurs six mois avant le terme des accords.

QUE VEULENT-ILS ?

— Neuschwander veut en finir le plus rapidement possible avec ce problème d'emploi pour pouvoir se tourner vers une exploitation maximum des réembauches. Il veut fabriquer 300 000 montres de plus avec 300 personnes de moins.

— Le Patronat de Besançon veut que l'image de marque de ce conflit, qui lui reste sur l'estomac, soit gommée au maximum ;

— les pouvoirs publics qui ont été incapables d'apporter une solution à la crise mettent tout en œuvre pour empêcher qu'une conclusion satisfaisante soit donnée au problème de l'emploi.

Aussi vont-ils essayer de procéder en enveloppant l'affaire de telle sorte que les Lip et l'opinion publique croient que le protocole de Dole soit respecté.

Aussi prévoient-ils :

— de publier la liste des 220 qui doivent rentrer d'ici la fin de l'année et de leur faire suivre des stages plus appropriés (480 plus 220 soit 700, chiffre que Neuschwander s'est fixé pour la fin de l'année) ;

— d'offrir aux 130 autres des stages non orientés vers l'usine et simultanément des offres d'emplois à l'extérieur qui ne seraient en fait qu'une antichambre vers de nouveaux licenciements.

QUELLE RIPOSTE ?

Les Accords de Dole ont été signés alors que l'effectif des bénéficiaires avoisinait les 1 000 travailleurs et bien sûr les industriels avaient un projet les concernant tous (c'est dit dans le protocole).

Or aujourd'hui le jeu des retraites anticipées et des départs naturels fait qu'il n'y a plus que 830 bénéficiaires.

A qui va-t-on faire croire que 1000 était possible en janvier 75, ET QUE 830 c'est impossible en janvier 75. Il y a là une volonté politique flagrante de ne pas respecter les Accords.

A l'usine, dans les cours, la mobilisation s'accentue : assemblées générales, collectifs, affiches dans les ateliers.

Pour l'avenir des actions plus incisives sont prévues allant du refus d'exécuter le travail que faisait le camarade laissé dehors jusqu'à d'autres formes d'actions plus spectaculaires encore.

L'AFFAIRE LIP NE SERA TERMINEE QUE LORSQUE LE DERNIER AURA FRANCHI LA GRILLE

□

LE M.L.A.C. POURSUIT SON TOUR DE FRANCE

• **Canjuers, les 13, 14, 1juillet** : le tour de France du MLAC a démarré de la fête antimilitariste organisée par le CAM. Première étape utile pour prendre contact avec les différentes villes où passait le tour et pour en faire connaître les objectifs.

• **Marseille, le 15 juillet** : Chansons et panneaux à l'appui, l'équipe du « Carman », a défilé le lundi soir et animé un marché le lendemain.

• **Aix, le 16 juillet** : Ayant appris que Y.Mourousi (France-Inter) émettait en direct d'une terrasse de café, les militantes du tour sont venues apporter une « actualité » imprévue à cette émission. Dès le début, le mot d'ordre « Avortement libre et remboursé » fut lancé. Mourousi ne s'est pas démonté et couvert à sa manière cette intrusion : « Des jeunes filles... ». L'après-midi, l'imprimé du tour « le MLAC bat la campagne » fut distribué devant l'usine SESCO. Le soir, après quelques heures de propagande sur le cours Mirabeau, une salle archi-comble assista à la projection du film toujours interdit « Histoires d'A ». Le débat se poursuivit fort tard.

• **Avignon 18 juillet** : Après passage du « Carman » et des militants dans plusieurs quartiers de la ville, le soir au foyer de jeunes travailleurs, plus de 300 personnes sont venues voir et débattre d'« Histoires d'A ».

L'intervention dans deux spectacles, nous a aussi été possible : « Quand je serai grand, je serai paranoïaque » de la « Casa d'Irène » et le concert d'Alan Stivell. Bien qu'il y ait une partie de la salle qui ait accueilli favorablement notre intervention, nous avons pu constater que la majorité des gens vient à Avignon pour « consommer » de la culture !

• **Valence, le 19 juillet** : 4 heures d'intervention non-stop. 2 heures devant « Valence II », grande surface de supermarché. Puis 2 heures sur la place des Ducs pendant le spectacle gratuit donné par la municipalité (réactionnaire). Les flics ont arrêté un camarade du tour, une camarade du MLAC Valence et pris la sono. Mais les trois ne furent gardés qu'une demi-heure.

Après une étape surprise à Lyon où nous sommes intervenues dans un cinéma local, nous débutons cette deuxième semaine avec, en principe, une conf de presse à St Etienne.

Ce ne sera que dans les prochains numéros de « Rouge » que nous tirerons un premier bilan du tour de France, notamment du point de vue de sa préparation nationale et locale, de son impact, etc.

Le tour continue sa route... La popularisation de notre lutte pour l'avortement libre et remboursé ne fait que commencer.

J.D. Correspondant

PONIA : « COUP DE POING » CONTRE LES JEUNES

A Nanterre comme dans de nombreuses banlieues ouvrières, l'opération organisée par Poniatowski, ministre de l'Intérieur, a rempli son objectif : la répression contre les jeunes et les travailleurs.

Dans la nuit du 21 au 22 juin à minuit environ, aux Provinces Françaises, des flics encerclent un immeuble, braquant des projecteurs sur un appartement du 3ème étage où une dizaine de jeunes passaient la soirée chez un copain. L'un d'entre eux, assis sur le bord de la fenêtre, affolé par la présence des flics, tombe du 3ème étage.

Après qu'un des jeunes ait téléphoné à une ambulance et que le blessé ait été emmené à l'hôpital, ses camarades étaient dirigés vers le commissariat de la Préfecture où trois d'entre eux ont été passés à tabac. D'autres, immigrés, ont en plus subi des insultes racistes.

Spontanément des jeunes des Provinces Françaises se sont constitués en comité pour dénoncer ce cas de répression : tracts à la population, réunions. Une assemblée regroupant une centaine de personnes s'est tenue le 18.7.74 à la MJC de Nanterre. Y assistaient à titre individuel plusieurs militants du PCF et des JC, des militants du FCR, de l'AJS et d'autres groupes d'extrême-gauche, ainsi que de nombreux inorganisés dont les parents du jeune Pascal, 17 ans, hospitalisé après sa chute (lésions pulmonaires, rénales, fracture du coude). Ce comité a pris les décisions suivantes, reprises dans un tract :

« 1) Lancer un appel aux organisations ouvrières et démocratiques et aux associations culturelles pour qu'elles prennent position et participent aux activités du comité (PC, PS, PSU, FCR, AJS, OCI, LO, Révolution, HR, JOC, CGT, CFDT, FO...).

2) Constituer un dossier de l'affaire afin que toute la lumière soit faite : dossier judiciaire (les coupables doivent être condamnés), dossier médical.

3) Arrêt des pressions scandaleuses sur ce groupe de jeunes : contrôles d'identité fréquents et abusifs, filatures et poursuites à la sortie de la réunion de la MJC jusque dans les Provinces Françaises, menaces de licenciement ».

L'Assemblée a décidé d'organiser des collectes pour financer l'assistance judiciaire et de convoquer une nouvelle réunion le jeudi 25 juillet.

Correspondant

COMMUNIQUE DES PAYSANS TRAVAILLEURS DES PAYS DE LOIRE

La baisse de revenus que connaissent actuellement les paysans est due pour une grande part à l'augmentation générale des prix des produits industriels, c'est-à-dire à l'inflation. L'inflation est une loi normale du système capitaliste : pour accroitre leurs profits, les firmes capitalistes augmentent leurs prix, ce qui provoque une réaction en chaîne. Sont alors victimes de ce système, les travailleurs salariés, les paysans, les retraités qui voient diminuer leur pouvoir d'achat. Ce phénomène est permanent : aussi les travailleurs doivent-ils sans arrêt se battre pour maintenir leur pouvoir d'achat. Les paysans sont particulièrement touchés, car ils subissent entièrement les hausses des prix, imposées par les firmes qui leur vendent les engrais, le matériel, le fuel, et ne peuvent imposer leur prix de revient aux intermédiaires qui achètent leurs produits : lait, bovins, porcs, vins, fruits... Ainsi, nos charges augmentent de façon vertigineuse, pendant que le prix de nos produits baissent ce qui rend la situation intolérable.

Nous exigeons un salaire minimum garanti comme les autres travailleurs, nous nous battons pour un salaire minimum garanti pour tous les paysans qui vivent de leur travail.

Il n'est pas question de demander des subventions ou autres aides qui laissent croire que les paysans sont assistés et qu'ils coûtent cher à la collectivité : il suffit de payer nos produits à leur juste valeur qui est fonction du travail nécessaire à leur élaboration.

Nous exigeons aussi l'arrêt du développement des grandes unités du capitalisme qui se produit par accaparement des terres et des moyens de production pour une minorité de gros agriculteurs et qui aboutit à l'élimination du plus grand nombre.

Nous demandons que le paiement de nos produits au prix de revient soit assorti d'un quantum, c'est-à-dire d'une garantie de prix jusqu'à un certain volume de production.

Nous avons conscience que ces revendications se heurtent à la logique profonde du capitalisme où le marché est manipulé par les grandes firmes ou les magnats de la viande, où la concentration par l'élimination des plus faibles, tant au niveau des producteurs qu'au niveau des industries agro-alimentaires, est inéluctable.

Dans ces conditions, nous estimons que les tentatives d'organisatioon des marchés sont vouées à l'échec : la politique des groupements de producteurs ne peut servir les intérêts de l'ensemble des moyens et petits paysans, mais profite à la minorité des producteurs les mieux placés.

Face aux gestionnaires du système capitaliste dont le seul souci est de garantir les profits des firmes et des banques, nous réaffirmons la nécessité de lutter pour une société et une économie gérée par l'ensemble des mains ouvrières et paysannes.

Les producteurs de viande vont poursuivre l'action.

Ces décisions prises récemment par le gouvernement, à grand renfort de publicité ne peuvent que faire redoubler la colère des paysans, car elles ne sont que de la poudre aux yeux.

Les paysans travailleurs tiennent à expliquer aux autres travailleurs qu'ils n'ont pas la possibilité de faire grève pour créer un rapport de forces face aux firmes et intermédiaires qui exploitent les travailleurs. Les actions contre les firmes prennent donc d'autres formes, tel que la distribution gratuite de viande d'importation prise dans les stocks des firmes d'importation, cause principale de la baisse de notre salaire.

Nantes le 20 juillet

PRISONS : "LECANUET, QUI S
CE SONT DE PLU

INTERVIEW DU C.A.P.

Une nouvelle fois, les prisons de la bourgeoisie ont tué. Quatre prisonniers, ouvriers, fils d'ouvriers comme 95 % des « taulards », sont morts, lors de la répression des révoltes des centrales de Nîmes et Clairvaux.

Serges LIVROZET, un des fondateurs du CAP (ex-1886, maison centrale de Melun) et Catherine LEGUAY, à peine sortie de prison (ex-9320, Fleury Mérogis) ont répondu à nos questions.

le régime des Rives-Henri, des commissaires véreux, des trafics immobiliers, le pouvoir des plus grands voleurs, voudrait soumettre la juste colère qui secoue de plus en plus massivement ceux que la bourgeoisie a poussé au vol parce que l'univers de l'usine, des cadences et des 3 fois 8 n'avait rien d'attrayant. Alors que Lecanuet sort le bâton et promet la carotte, Rouge donne la parole aux interessés eux-mêmes : des militants du Comité d'Action des Prisonniers qui popularise les luttes des prisons.

La Santé au mois de juin, Clairvaux et Nîmes maintenant, comment le CAP analyse-t-il cette succession de révoltes dans les prisons aujourd'hui ?

SERGE : D'abord, si on dit la Santé, Clairvaux, Nîmes, ce sont les dernières en date ; il faudrait dire aussi Toul, Nancy, Melun, Loos, la Santé avant et tant d'autres que j'oublie... En fait, cela s'inscrit dans une lutte continuelle. Pourquoi y a-t-il des moments d'acalmie ? C'est dû aux mêmes causes qui font qu'il y a des acalmies dans les luttes ouvrières. On s'aperçoit par exemple qu'il y a des rentrées sociales difficiles certaines années, des mois où c'est long, très dur à démarrer, et puis à un moment donné, ça démarre, ça ne s'arrête plus et il y a des difficultés sociales que le gouvernement rencontre. L'administration pénitentiaire rencontre des difficultés vis à vis des taulards à certains moments. C'est cyclique et c'est dû à des raisons subjectives très souvent, mais la plupart du temps à des raisons objectives qui sont la non application des promesses faites par le ministère de la Justice, des réformes qui sont promises depuis des années et jamais mises en application. Ou alors quand elles sont promises, elles sont promises sous la pression, comme il y a eu Grenelle en 68 : on promet monts et merveilles et on s'aperçoit qu'en fait il n'y a rien de fait. Les taulards en période de creux, quand il n'y a pas de révolte, très souvent traduisent leur combat par des suicides, des auto-mutilations ou des grèves de la faim. Avant qu'il y ait cette révolte à la Santé, il y a eu la grève de la faim de Patrick Moulet qui réclamait le droit de lire les livres qu'il voulait lire et notamment « De la prison à la révolte ». C'était un combat qui était individuel et qui s'est ensuite collectivisé, parce que les types ont ressenti la même nécessité : pouvoir lire aussi ce qu'ils voulaient. La Santé a ensuite explosé, puis maintenant Clairvaux, puis ensuite Nîmes. Comme les combats ouvriers, les combats des taulards font boule de neige. On n'échappe pas à la même règle de généralisation du conflit. On a les mêmes réactions, on n'est pas différents puisqu'on est surtout des fils d'ouvriers ou des ouvriers à 95 % des cas. Donc, on a le même comportement face à une administration pénitentiaire que l'ouvrier a face à un patron. Nous expliquons cela depuis longtemps : les prisons telles qu'elles sont conçues sont des foyers de révolte, des foyers de récidivistes. A partir de là, nous, on n'est pas surpris du tout. Nous, ce qui nous surprend, comme j'ai eu l'occasion de le dire à maintes reprises, c'est qu'il n'y en ait pas plus souvent. Autrement, on n'est pas surpris qu'il y ait des révoltes. Cela rentre dans la logique du système, comme les grèves ouvrières, cela fait partie du combat social. (...)

Est-ce qu'il y a une relation entre ce qui peut se passer à l'intérieur des prisons, c'est-à-dire le développement des révoltes, et ce qui se passe à l'extérieur c'est-à-dire la situation politique, le développement des luttes etc ? Dans ce cas précis est-ce qu'il y a une relation entre ces révoltes juste maintenant et le lendemain des élections présidentielles ?

S. : Je ne pense pas. Si l'on voulait en chercher une, il faudrait peut-être penser que de la part du tôlard il y a certainement une déception de voir que la gauche n'est pas passée.
Catherine : Non, cela je n'y crois pas, honnêtement.

R. Tu étais en prison quand ont eu lieu les élections présidentielles ?

C. » Oui j'étais en prison. A Fleury-Mérogis et cela a été la grande satisfaction pour les détenus quand Giscard a été élu. Je regrette de dire cela mais c'est la vérité. Attendu que les gens qui sont en prison les femmes plus spécialement, sont là pour des vols, des chèques, donc un petit peu plus que ce qu'elles avaient, elles étaient vachement satisfaites qu'arrive au pouvoir un type qui venait défendre la propriété des plus gros, ce qui leur permettait de se dire : on aura au moins les restes. Au niveau des femmes la lutte n'est pas vraiment collective, c'est vachement individuel.

R. Comment peux-tu expliquer cela ?

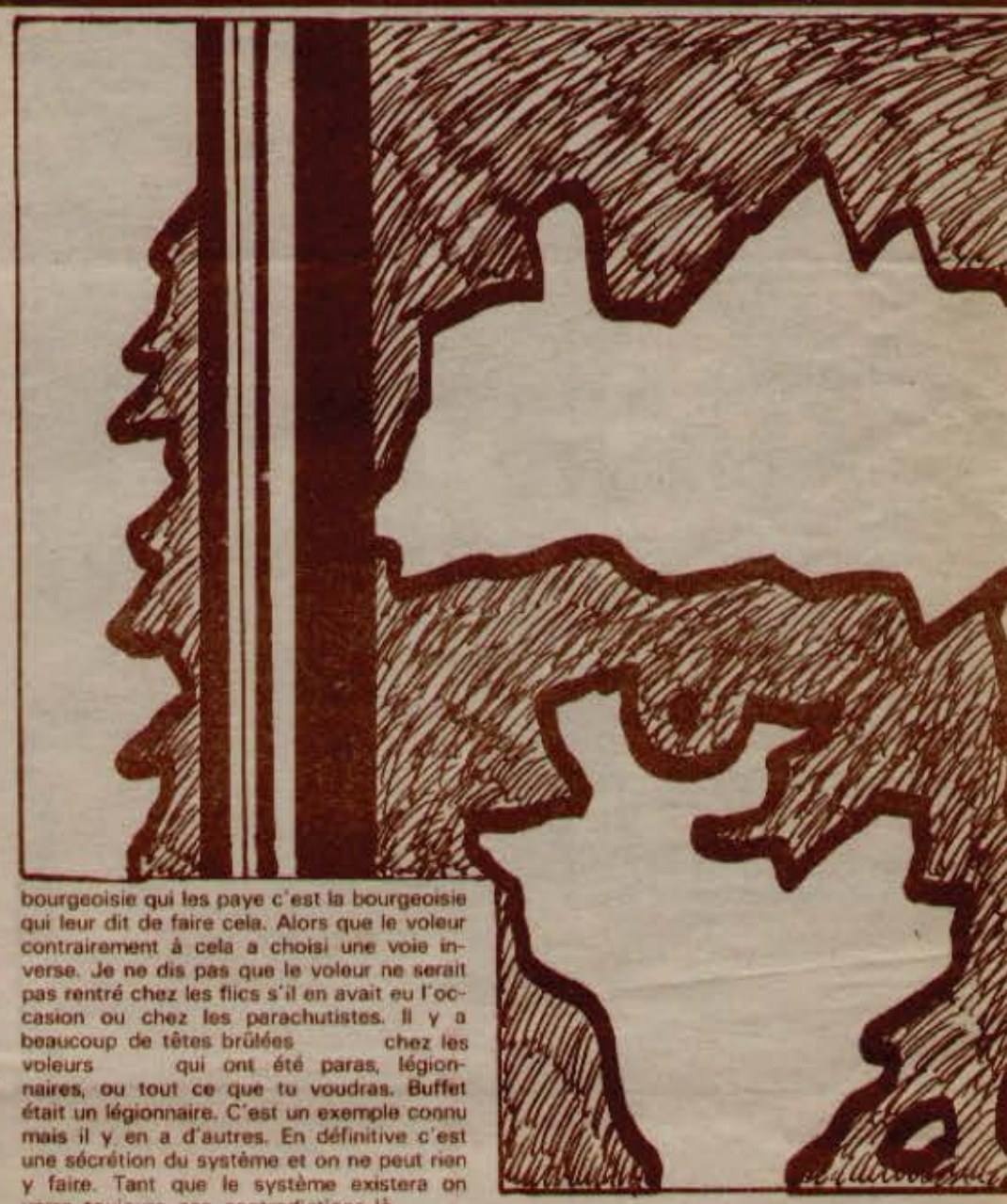
S. : D'abord je voudrais ajouter que quand je dis déception que la gauche ne soit pas passée c'est propre à des gens politisés en prison mais il y a aussi la déception que Giscard soit passé et qu'il n'ait rien fait. De toute façon pour les tôlards une élection présidentielle la plupart du temps c'est une amnistie. l'espoir d'une amnistie. Alors moi j'ai tendance, comme je suis de gauche, à dire que si Mitterrand était passé, il y aurait eu quelque chose de plus important de fait, donc j'ai tendance à généraliser en disant que les tôlards ont été déçus que Mitterrand ne soit pas passé. Je crois que Catherine a raison, ils sont déçus que Giscard n'ait rien fait, comme ils auraient été déçus si Mitterrand n'avait rien fait. Ils ne s'attendent pas à quelque chose, la gauche et la droite il n'y connaissent rien. Comment on explique qu'ils n'y connaissent rien ? C'est tout simple. Ce sont la plupart du temps des êtres frustres, qui ne sont jamais allés à l'école et qui n'ont jamais eu l'occasion de lire Marx, de lire des livres politiques. Ils se sont révoltés de façon vachement réactionnelle, et pas du tout politique. Au lieu de militer dans un groupe politique, de se dire je vais combattre collectivement, ils combattent individuellement en allant voler.

R. En refusant d'aller à l'usine...

Serge : Oui. Notamment pour le tôlard l'ouvrier c'est un cave, un pigeon qui se laisse piéger par la société, qui va bosser, c'est un beau con, quoi. En réalité cela correspond à une analyse succinte, vachement réactionnelle. Le tôlard ou la tôlarde, le voleur est un type qui en fait a une haute estime de lui-même. Même s'il n'est pas très instruit, c'est un type qui pense qu'il n'est pas un cave, qu'il est dans le coup. D'accord il fait de la tôle mais il ne prend pas la musette, il ne se laisse pas blouser. Cela c'est son esprit, c'est son idée et j'avoue que je l'ai eue longtemps cette idée-là parce que je pensais que ma foi il valait mieux aller voler qu'être volé quitte à courir le risque d'aller en prison (...) Ensuite j'ai rejoint mon berceau naturel c'est-à-dire le prolétariat, pensant que de toute manière la solution individuelle qui consiste à voler pour s'en sortir seul n'est pas la bonne solution et que la seule qui corresponde à ce à quoi j'aspire c'est la lutte collective donc la lutte pour renverser ce système bourgeois qui a fait que j'ai été un voleur un jour. Voilà comment on peut expliquer que le tôlard c'est un malheureux, un pauvre type comme il y a des tas d'ouvriers qui sont des malheureux, des pauvres types (...) Même les matons... j'ai eu l'occasion de discuter avec eux, on s'aperçoit que ce sont des fils d'ouvriers ou des ouvriers qui ont à peine leur certificat d'études ou qui ne l'ont pas très souvent et qui auraient fait bien autre chose s'ils avaient pu. Ils sont partis de l'usine, ils n'avaient pas la sécurité de l'emploi.

R. Cela fait un style de rupture par rapport à la société un peu semblable à celle des tôlards mais sans aller jusqu'au bout...

S. Exactement. Mais en réalité comme ils sont installés dans le système ils font leurs les valeurs bourgeoises. Puisque c'est la



bourgeoisie qui les paye c'est la bourgeoisie qui leur dit de faire cela. Alors que le voleur contrairement à cela a choisi une voie inverse. Je ne dis pas que le voleur ne serait pas rentré chez les flics s'il en avait eu l'occasion ou chez les parachutistes. Il y a beaucoup de têtes brûlées chez les voleurs qui ont été paras, légionnaires, ou tout ce que tu voudras. Buffet était un légionnaire. C'est un exemple connu mais il y en a d'autres. En définitive c'est une sécrétion du système et on ne peut rien y faire. Tant que le système existera on verra toujours ces contradictions-là.
C. : Pour en revenir aux élections (...) il se passe un truc dans ce qu'on appelle les prisons modernes qui en fait ne sont absolument pas des prisons modernes, comme chez les femmes... On les fait vivre isolément dans leurs cellules. Elles sont obligées de vivre sans contact avec les autres. Ce sont des gens qui sont là parce qu'ils ont défendu leurs seuls intérêts. Ils vivent seuls alors de toute façon ils ne s'occupent que de leurs affaires personelles et même quand arrivent les élections comment voulez-vous que cela les interresse puisqu'il faudrait qu'ils soient d'abord intégrés dans un groupe. Ils ne sont intégrés dans rien du tout alors quand arrive la période des élections, qui touchent 50 millions de français sauf les détenus, puisqu'on ne leur a même pas laissé le droit de vote, comment voulez-vous que cela les interresse ?

R. La question qui vient naturellement c'est : comment s'opère le passage de cette réaction individuelle, de démerde, à une réaction collective c'est à dire à une certaine prise de conscience, comment a lieu la radicalisation ?

C. : Moi je peux répondre par un fait précis. Le 19 février on a appris par Libération le meurtre d'un détenu à Fleury-Mérogis. Dans le bâtiment des hommes un détenu antillais, Patrick Mirval, a été tué lors de son transfert au mitard après une crise de nerfs qu'il avait eu après avoir appris le refus de la liberté provisoire. Les filles ont commencé à prendre conscience que la répression on pouvait la supporter mais qu'elle pouvait aller vachement loin et devant un truc aussi dégueulasse on a commencé à en discuter. Les filles se sont rendu compte que cela pouvait aussi leur arriver si elles acceptaient tout ce qui pourrait leur arriver. Quand elles ont appris la mort de Patrick Mirval, tout le monde a été stupéfait. On s'est réunies. On a dit qu'il fallait faire quelque chose, que c'était absolument dégueulasse que le silence continue à régner même sur ce qui se passait chez nous et on a fondé un comité qu'on a appelé Fondation Révolutionnaire des Femmes de Fleury et qui a décidé une grève de la faim pour protester devant de tels procédés. Ensuite il y a eu des discussions pour savoir ce qu'on voulait, comment il fallait s'y prendre et finalement des filles qui n'avaient pas du tout de conscience politique ont accepté d'entendre d'abord parler les autres, parce qu'on ne l'avait jamais fait. Elles ont accepté des discussions politiques et parler de politique c'est quelque chose qui n'entre absolument pas dans les cordes habituelles d'une femme. Il y a beaucoup de femmes en prison qui sont absolument conditionnées par tout ce qu'elles ont subi. En parlant politique on est arrivées à dresser un programme de revendications bien spécifiques à la Maison d'arrêt de Fleury-Mérogis et on a décidé de se battre pour cela. Cela demandait un engagement de soi-même et c'est très difficile de l'obtenir au niveau des femmes parce que c'était la première fois que cela se produisait dans une maison d'arrêt de femmes.
S. : Tu as parlé d'un cas spécifique mais chez les hommes, c'est pareil, c'est la même façon de voir les choses. Comment passer de cette lutte individuelle à la lutte collective chez un individu donné c'est cela qui est important en fait. Cette démarche que tu as faite, que j'ai faite, que d'autres ont faite mais qui n'est pas encore une démarche vachement importante c'est une démarche isolée. Comment on l'a faite cette démarche, je te dirais très sincèrement que je ne le sais pas. Si je savais comment je l'ai faite et comment on peut la mener il y aurait à l'heure actuelle des centaines et des centaines pour ne pas dire des milliers d'anciens tôlards au C.A.P. et ce n'est pas le cas. Le Comité d'Action des Prisonniers existe depuis deux ans et nous apercevons

A
Serg
DE LA PRISO
Mercure
18 F 50 à la
Le dernie
JOURNAL
N° 19, 2 F

ONT TES AMIS?
S GROS VOLEURS QUE MOI!"

que nous avons un mal énorme à recruter des tôlards (...) Je ne connais pas le truc. Je suis incapable de voir à quel moment la démarche intellectuelle s'est faite en moi de telle manière que je sois amené à lutter sur un terrain spécifique dont a parlé tout-à-l'heure Catherine, c'est-à-dire par exemple le cas de Patrick Mirval. Ce qui est important ce n'est pas de se battre parce que ton usine est en grève mais parce que l'usine de ton copain à 500 ou 1000 kms est en grève. C'est ce niveau de conscience collective qu'on n'a pas atteint.

C. : Au niveau d'un fait bien précis les tôlards sont capables de s'unir, peuvent envisager de se battre mais dès qu'il n'existe plus quelque chose qui sert de détonateur c'est la résignation.

S. : Cela tient à l'absence de conscience politique en réalité. Tu vois les révoltes, Toul, Melun, Nancy, etc. Tu vois des centaines de mecs sur les toits qui pètent tout et on a tendance à faire comme les maos faisaient à une certaine époque à savoir une espèce de triomphalisme facile. (...) Parce qu'on employait des méthodes qui à priori étaient révolutionnaires, qui consistaient à lutter collectivement on disait c'est révolutionnaire. En réalité cela n'était pas révolutionnaire. Parce que tu t'aperçois qu'une fois qu'ils sont descendus des toits et qu'ils ont repris la vie « normale » c'est fini.

C. : Cela vient aussi de l'égoïsme du système dans lequel les gens sont obligés de vivre uniquement en s'occupant d'eux, de leurs problèmes.

R. Le système pénitentiaire crée la révolte mais, tel qu'il est, avec l'individu dans sa cellule, il recrée chez le tôlard l'ensemble de l'idéologie, du sentiment de culpabilité. Il réinculque aux gens, même s'ils revolent ensuite, l'ensemble des valeurs de la société bourgeoise.

S. : On est tout-à-fait d'accord. En définitive le système préfère que tu continues à voler, parce qu'il peut d'abord mieux te réprimer.

R. D'après le C.A.P., dès que sont échangées des expériences personnelles on arrive très facilement à faire prendre conscience aux prisonniers du fait qu'ils devaient se déculpabiliser et que finalement le vol c'était la réaction normale à la société des exploiteurs qui sont les véritables voleurs. Le problème c'est que cette prise de conscience collective ne dure pas.

S. : Tu peux amorcer la déculpabilisation et elle dure. Mais elle est interne. Le type est déculpabilisé par rapport à lui-même. Il ne fait plus son mea culpa mais en revanche vis-à-vis de la société il le fait toujours. Il n'ira pas dire partout j'ai fait de la prison. Et c'est là où c'est dangereux. Tu ne deviens révolutionnaire que lorsque tu t'affirmes par rapport à la répression. Là où le tôlard devient dangereux c'est quand il affirme qu'il est un ancien tôlard et qu'il dit « je veux lutter ». Non seulement il se déculpabilise vis-à-vis de lui-même mais il se déculpabilise vis-à-vis de ceux qui le culpabilisent. C'est là que le pas politique est franchi. A la limite le gars ne demande qu'à ne pas être coupable. Entre sa conscience et lui, en se regardant dans la glace le matin il dit « oui, j'ai volé » « c'est bien ». Au contraire cela lui confirme qu'il peut continuer. Il n'est pas mal à l'aise. Mais quand il est dans la rue, dans un bar, c'est doucement qu'il va parler de prison. Le voyou, le truand, il ne veut pas que l'on parle de son passé du fait qu'il a fait de la taule. Va demander à Mémé Guérini s'il a fait de la prison et il va te tirer un coup de fusil. Ce truand vis-à-vis de la société, il culpabilise. Il fait siennes les valeurs bourgeoises : la prison c'est pourri, il ne faut pas y aller.

R. A propos des voies de radicalisation pourriez-vous parler du travail dans les prisons comme moyen pour les patrons d'obtenir une main-d'œuvre facilement exploitable.

S. On vit dans une société qui secrète du sous-prolétariat continuellement. Elle en a besoin vu que le prolétariat traditionnel est combattif et qu'il ne veut pas être traité en sous-prolétariat. Alors on utilise les travailleurs immigrés, les handicapés physiques, les pseudo-fous, les femmes évidemment et puis les tôlards parce qu'avoir une main-d'œuvre à bon marché c'est l'idéal. Les tôlards sont exploités par des entreprises comme Kodak, la Bainière de Roubaix, Rosy, Les Trois Suisses, Peugeot, Citroën, l'Education Nationale, la Justice, tout un tas d'entreprises côtées en Bourse. Les conditions de sécurité requises ne sont pas assurées. Il est clair qu'on est exploité par les mêmes négriers qu'à l'extérieur.

R. Il y a eu beaucoup de luttes là-dessus. Par exemple à Melun. Tu as été à Melun ? Comment se passent les luttes sur ce terrain du travail dans les prisons, comparées à celles des ouvriers dans une usine ?

S. : C'est difficilement comparable parce que d'abord on n'a pas le droit de grève, on n'a pas le droit de réunion, on n'a pas le droit de fumer dans les ateliers, on n'a pas de congés payés. On travaille 44 heures par semaine, on n'a pas de sécurité sociale. A Melun on a fait des choses assez interessantes sur le plan politique, on a imposé à la direction certaines choses sans qu'elle puisse faire quoi que ce soit. Par exemple on publiait des tracts, au lieu de les donner en cachette à quelqu'un sachant qu'on allait être dénoncés, on en distribuait carrément 500 pour que le directeur ait le sien, que tout le monde ait le sien et soit au courant. On ne pouvait pas savoir qui était la tête puisque tout le monde avait son tract dans la main. La lutte donc s'organise comme à l'extérieur sauf qu'elle prend tout de suite des dimensions assez grandes. A l'extérieur on hésite à faire envahir l'usine par les C.R.S., à l'intérieur, sous prétexte de sécurité, pour éviter les évasions, c'est immédiatement les gardes mobiles et les C.R.S. et ils n'y vont pas avec le dos de la cuillère.

C. : Refuser aux détenus qui travaillent tout ce qui est accordé aux ouvriers au niveau du syndicat de la sécurité sociale, ... c'est déjà leur refuser le statut d'ouvriers. Donc ils travaillent exactement comme les types qui étaient envoyés à Cayenne. C'est les travaux forcés qui ont pris une autre forme. En plus c'est un moyen de chantage. Dans les maisons d'arrêt très généralement il y a des personnes qui n'ont pas de fric, dont personne ne s'occupe. Pour eux, travailler c'est un avantage.

Non seulement ils sont exploités 8 heures par jour. Les filles en prison quand elles gagnent 120 f par jour c'est déjà beau. Mais ils sont prêts à se battre pour défendre cet avantage. Ils sont prêts à participer à des actions, à une lutte avec les autres pour défendre la place qui leur est concédée. Cela crée entre les détenus d'une même maison d'arrêt une distinction bien nette entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas. (...)

R. Et la réforme pénitentiaire ?

C. : La réforme mise en place en juillet 72 revenait à réduire de plus en plus les détenus à l'infantilisme. Non seulement les remises de peine sont uniquement données par l'administration pénitentiaire mais en ce qui concerne les libérations conditionnelles le juge d'application des peines devrait normalement s'entretenir avec le détenu de ce que va être son avenir. Or c'est uniquement l'administration pénitentiaire qui peut juger vers quoi le détenu a la possibilité de se réinsérer. C'est uniquement le juge d'application des peines et l'administration pénitentiaire qui statuent sur les possibilités qu'a le détenu de se réinsérer. Le détenu n'est absolument pas concerné par son propre avenir, par ses propres problèmes. Tout se passe au-dessus de sa tête. On le prend par la main en lui disant « tu as été sage, tu auras cela, tu n'as pas été sage, tu n'auras pas cela ».

Si Lecanuet fait une réforme alors que les détenus n'auront pas eu leur mot à dire ce sera exactement la même chose.

S. : Nous partons du principe que la prison c'est une éducation imposée, donc le type ne la reçoit pas. Comment peut-on être éduqués alors qu'on a l'impression de subir l'éducation. Il est donc important de se dire : c'est moi qui prend mon éducation en main. Cette société ne peut prouver à personne qu'elle a besoin d'éducation. Comment Lecanuet peut-il venir dire à un voleur : « C'est mal ce que tu as fais tu dois t'amender ». Le type pourrait lui dire « Tes amis qui sont-ils ? Ce sont des plus gros voleurs que moi ». A partir du moment où le pouvoir est en proie à une réponse de ce type, c'est fini, il ne peut plus éduquer. « Avant d'éduquer, éduques-toi toi-même », voilà ce que pense le taulard. Ce qu'il y a de grave dans la réforme c'est qu'auparavant, les grâces étaient définitivement acquises, alors que maintenant, une grâce n'est jamais acquise. Elle est toujours susceptible d'être remise en cause par n'importe qui. Quand un maton t'a dans le pif, si tu as étendu du linge aux fenêtres alors que c'est interdit, tu vas te retrouver avec quinze jours de grâce en moins. A partir de là j'estime qu'il est avilissant d'être toujours en proie au bon vouloir de n'importe quel individu.

Le syndicat qui est majoritaire dans le personnel des prisons est le syndicat CGT. C'est lui qui est le plus rétrograde par rapport à la libéralisation des prisons. Quelle est votre position à ce sujet ?

S. : Il y a un type que je suis depuis longtemps, c'est Aimé Pastre le secrétaire général du syndicat CGT. Ce pauvre type qui se dit cégétiste appelle d'abord à voter Pompidou, il est ensuite reconduit dans ses fonctions au syndicat CGT des matons et il ne trouve rien de mieux qu'expliquer l'affaire de Clairvaux par un excès de libéralisme de la part du système pénitentiaire français. De qui ose-t-on se moquer lorsqu'on dit cela ? A Nîmes, bien au contraire là où il y a encore des cages à poules c'est-à-dire où l'on vit dans des dortoirs qui sont fermés et grillagés dans des cellules qui font 1,80 m ou 2 m au maximum avec un lit sur 1,20 m c'est-à-dire où l'on a à peine la place de s'assoir sur son lit et pas sur une chaise, il n'y avait pas d'excès de libéralisme que je sache et ils se sont révoltés la nuit dernière. Ce qui est grave c'est que cet individu se prétende cégétiste. Or, que font les matons cégétistes si ce n'est enfermer des ouvriers qui sont en rupture de ban avec cette société.

La direction de la CGT ne dit rien ?

Absolument rien. Ils sont gênés aux entournures. Mais entre des matons qui peuvent voter et des ouvriers qui ne votent pas, le choix est vite fait.

Quel est le rôle du CAP dans tout cela ?

C. : Quand le CAP s'est créé et a commencé à devenir fort et connu les taulards se sont dit : « On va pouvoir brandir un drapeau, on va avoir des gens devant nous puisqu'ils sont à l'extérieur. Ils vont permettre que nos luttes soient connues, que soit diffusé partout ce que nous subissons ». C'était donner une force aux détenus pour se battre. C'était très important d'avoir une force extérieure.

S. : Ce que vient de dire Catherine c'est un de nos buts : donner la possiblité aux gens de lutter et populariser ces luttes là à l'extérieur. Le CAP a été créé dans ce but là évidemment, mais dans deux autres buts bien précis qui étaient complémentaires : d'abord il y a en prison un potentiel révolutionnaire important donc notre but c'est d'amener toutes ces luttes individuelles et égoïstes à prendre une force collective et donc à drainer tout ce potentiel révolutionnaire vers son véritable but dont il a été détourné par la bourgeoisie : la lutte des classes. C'est une réussite quand on voit arriver Catherine quand on voit sortir quelqu'un qui au lieu de sortir et de se cantonner dans une lutte égoïste vient s'inscrire dans un combat collectif. C'est le premier but : déculpabiliser le type ou la fille et l'amener à comprendre que son véritable terrain de lutte celui dont on l'avait détourné, c'est la lutte des classes, la solidarité avec le mouvement ouvrier. Parallèlement à cela ce qui est important c'est de détruire l'image de marque que la bourgeoisie donne de nous aux ouvriers; Quand on veut noyer son chien on dit qu'il a la rage et la bourgeoisie dit qu'on a la rage. Mais attention c'est pas vrai. Nous sommes comme cela avec nos problèmes. Vous avez les votres. Il s'agit de savoir et de comprendre que ce sont en général les mêmes, mais que nous les avons résolu de façon différente. Il faut donc donner de nous une image différente qui ne soit plus reprise par France-soir, ni par la télévision, une image véritable du taulard qui est un fils d'ouvrier un prolétaire emprisonné pour vaoir un jour volé dans la plupart des cas, pour avoir peut-être quand c'est dans des milieux ruraux violé une petite fille, parce qu'il n'avait pas les moyens de baiser dans une société normale. Voilà le but du CAP...

IRE
Livrozet
A LA REVOLTE
e France
ibrairie Rouge
numéro du
DU C.A.P.
25-7-74

L'article ci-dessous a été écrit le 23 juillet 73, avant le changement de régime en Grèce. L'analyse qu'il fait du conflit à Chypre, de ses implications internationales, et surtout intérieures en Grèce, est en fait confirmée par les dernières nouvelles reçues d'Athènes, notamment le retour de Caramanlis pour présider un régime civil.

DE LA GUERRE...

Le régime militaro-fasciste grec est l'inspirateur et l'organisateur du coup d'Etat du 15 juillet à Chypre. Il est tout entier dans cette entreprise qui démontre sa brutalité et sa stupidité politique.

Le pouvoir des militaires d'Athènes ne pouvait acquérir aucun avantage économique ou financier dans cette opération. Mis à part les profits bien limités retirés de l'afflux des devises apportées par l'invasion annuelle des touristes et les sous-profits provenant des quelques milliers de Britanniques des deux bases qu'entretient la Grande-Bretagne dans l'île, Chypre est pauvre. Plus tard, son sous-sol peut donner, mais les capitaux destinés à cette fin ne sont pas encore arrivés et les finances grecques ne sont pas à la hauteur. Aucune visée « impérialiste » locale d'Athènes ne peut rendre compte de ce coup d'Etat.

Le rattachement de Chypre à la Grèce a toujours été un thème central des cercles et confréries ultra-nationalistes ou fascisants de Grèce. L'idée de la Grande Grèce est demeurée à l'ordre du jour dans les milieux militaires grecs pénétrés de cette idéologie fascisante. Possesseurs des moyens du pouvoir, les militaires grecs ont franchi un cap politique dans le sens de leurs objectifs, mais les conséquences politiques qu'ils ont engendrés sont démesurées par rapport à leur puissance et risqueront à court terme de les renverser par le retour de flammes qui ne manquera pas de se produire. A peine le coup d'Etat était-il réalisé qu'Athènes perdit le contrôle des événements dont le rythme de développement ultra-rapide était à l'image de réactions en chaine, provoquant une escalade internationale d'ampleur considérable, illustrant la fonction actuelle, purement stratégique, militaire comme politique, qu'occupe l'île de Chypre.

POURQUOI UN TEL COUP D'ETAT ET POURQUOI MAINTENANT ?

Ce sont les éléments les plus ultras parmi les nationalistes grecs qui se sont emparés du pouvoir à Athènes en novembre dernier, en renversant Papadopoulos, celui-là même qui fut le colonel qui orchestra le coup d'Etat de 1967 et installa la dictature militaire. L'orientation qu'il prit dans le cours de l'année 73 répondait aux souhaits des directions bourgeoises occidentales favorables à une libéralisation intérieure et à la restauration de normes démocratiques au moins formelles, dont la tenue d'élections. Tout le monde, maquillé de neuf avec cette opération, pouvait achever la modernisation de la Grèce, l'Europe des neuf lui ouvrant ses portes. Opposés à cette libéralisation de surface, paniqués par les soulèvements populaires de novembre 73, les ultras du pouvoir ont liquidé Papadopoulos et sont revenus en arrière, collant en cela à leurs origines philo-nazies, fascistes, des temps de la deuxième guerre mondiale ou de la contre-révolution grecque de l'après-guerre.

L'actuelle clique militaire au pouvoir n'a pas de base sociale dans le pays. Contrairement à Papadopoulos qui voulait introduire des réformes afin d'intégrer des personnalités bourgeoises maintenues dans l'opposition pour accréditer son régime, le pouvoir actuel est isolé, totalement. Ainsi, plusieurs semaines après la démission du ministre des Affaires Etrangères, un civil, il ne s'est trouvé encore aucun candidat civil pour le remplacer. Le pouvoir a réussi à détériorer un peu plus la situation économique du pays, aidé par l'inflation internationale. Il se maintient par la force de son armée. Mais si elle ne possède pas de base sociale, cette junte possède des convictions idéologiques.

Par le truchement de la xénophobie, l'espoir d'obtenir un consensus populaire, surtout contre les Turcs, ne s'est pas réalisé. Lorsque la question des gisements de pétrole dans les fonds de la mer Egée fut soulevée, Athènes lança une campagne grossière et hystérique contre la Turquie qui postulait naturellement à l'exploitation des ressources potentielles dans une mer commune. Les Grecs ne se dressèrent pas derrière le pouvoir dans un élan patriotique contre « l'ennemi de toujours ». Chypre, comme l'Alsace-Lorraine de Desroulède dans la France pathologiquement nationaliste d'avant 1914, était le terrain de prédilection pour la réalisation du pan-hellénisme, même avec 20 % de Turcs sur l'île. Aucune manifestation populaire ne s'est produite à l'annonce de la mobilisation générale. La manière dont le gouvernement grec a présenté les événements chypriotes n'a pas non plus créé en Grèce un courant favorable à son entreprise. Le fait que tous les pouvoirs étaient officiellement concentrés dans les mains des militaires, alors qu'aucune guerre n'éclatait entre la Grèce et la Turquie, illustrait davantage l'isolement du pouvoir. Plus récemment encore, il était dit que seraient traduits devant des tribunaux militaires et passibles de la peine capitale pour cause de trahison nationale tous ceux qui feraient circuler des informations sur de prétendus affrontements au sein du pouvoir. L'évocation d'Alexandre le Grand ou de la guerre contre l'empire ottoman de 1821 ne produisirent aucun écho dans la jeunesse. La stupidité des militaires est tout entière dans ces actions. Tout ce décor nationaliste date d'une période révolue.

Le choix de juillet 1974 pour le coup d'Etat de Nicosie correspond à des conditions que le pouvoir grec a cru favorables. Elles sont au nombre de quatre principalement.

La certitude d'avoir Washington de son côté a laissé les mains libres à la junte grecque.

1) La signature de nouveaux accords, récents, garantissant l'extension de l'implantation militaire US en Grèce, terrestre aérienne et surtout navale, a encore rapproché les deux pouvoirs.

2) La crise latente dans les relations turco-américaines, à la suite de la reprise, il y a quelques semaines, de la culture du pavot (opium-héroïne) en Turquie, rendue légale par le gouvernement, a alarmé le gouvernement des USA, dont des villes comme New-York sont minées par la drogue.

3) Enfin, les relations jamais bonnes entre Chypre et les USA, prouvées par l'achat d'armes soviétiques par Makarios et son refus d'être sous la coupe directe des USA. Son jeu neutraliste, même timide, gênait Washington surtout depuis que Kissinger s'emploie à imposer la domination américaine au Proche-Orient. Makarios, même s'il concédait deux bases aux Britanniques à Chypre, intégrés dans le système de l'OTAN, demeurait hors de la stratégie américaine en Europe comme au Proche-Orient et, de ce fait, se trouvait en travers du chemin de Kissinger dont toute l'entreprise est l'affirmation militaire et économique US dans le monde. A Chypre, cela impliquait tôt ou tard de supplanter l'ancienne puissance coloniale, la Grande-Bretagne, qui s'appuyait sur Makarios. La réalisation de cette perspective était rendue urgente par la prochaine signature d'accords de paix entre Arabes et Israéliens sous la houlette US.

4) L'opposition de Makarios à la junte d'Athènes fit de lui un danger pour cette dernière, car il pouvait rallier et aider politiquement et matériellement l'opposition bourgeoise à la dictature militaire. Makarios était devenu une sorte de figure de la vie politique intérieure grecque.

Telles sont les conditions utilisées par la junte grecque pour le coup d'Etat. Si l'aspect idéologique a marqué profondément l'entreprise d'enosis, le rattachement de Chypre à la Grèce, la débilité politique a été la manifestation la plus éclatante d'une opération qui n'est pas sans rappeler, en grotesque, le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne (l'Anschluss) par Hitler.

LES FORMES DU COUP D'ETAT

Chypre est constituée de deux nationalités, grecque et turque. La seconde représente près de 20 % de la population de l'île (moins d'un million d'habitants) et ne désire pas être rattachée à la Grèce. La communauté grecque, même majoritaire n'est pas soulevée par l'idée d'être intégrée à la « mère-patrie ». Le pouvoir colonial britannique a jadis utilisé et même attisé le conflit permanent et latent entre les deux composantes nationales pour justifier sa présence. C'est toujours sur cette base qu'il a maintenu sa présence militaire après l'octroi de l'indépendance à Chypre en 1959.

Les conflits entre les deux communautés se sont appaisés jusqu'au coup d'Etat de la junte grecque. Parce qu'aucune force sociale dans l'île, chez les grecs chypriotes n'exprimait un courant en faveur de l'Enosis, que de toute manière les turcs s'y opposaient, la tentative de rattachement ne pouvait être que « substitutiste », sous forme de coup de force confirmant l'absence de base sociale du régime d'Athènes à Chypre même. Le personnel politique à la botte d'Athènes mis en place à Nicosie exprime encore plus clairement ce caractère du coup d'Etat : une bande de malfrats, piliers de boites de nuit, agents de la corruption et de tous les trafics, sans base sociale. Il ne s'agit même pas de notabilités bourgeoises assises socialement. Il est de notoriété publique que le chef de la maffia en place, Nikos Sampson est un ancien tueur appointé de l'organisation terroriste fascisante Eoka-B sortie des cercles ultra-nationalistes grecs et grecs-chypriote dont feu le général Grivas était le chef à Chypre. A peine était-il au pouvoir, Sampson lança la chasse aux partisans de Makarios et aux militants du Parti communiste chypriote (l'AKEL), qui soutenait le régime de Makarios.

L'instrument du coup d'Etat a été la garde nationale chypriote, constituée de grecs chypriotes mais surtout entrainés et commandés par plusieurs centaines d'officiers grecs exportés par Athènes, acquis au pouvoir de la junte grecque.

Depuis l'installation au pouvoir de la seconde junte militaire grecque, s'est accentué le poids d'Athènes sur Chypre par le biais de cette force militaire et politique grecque à Chypre. En conséquence ces officiers de la Garde nationale agissaient en dehors de l'autorité de Makarios.

Le vendredi 5 juillet, lors de son entretien mensuel avec la presse, Makarios fit la déclaration suivante : « Il est vrai que depuis quelques temps les relations entre les gouvernements chypriote et grec n'ont pas été harmonieuses. Il y a deux raisons principales à cela, menant à une épreuve de forces entre Athènes et Nicosie. Une cause majeure a été la conduite et l'attitude de certains officiers de l'Etat-major de la Garde nationale et particulièrement leur implication dans « l'EOKA-B », le soutien qu'ils lui apportent, de différentes façons et leur incitation à des actions terroristes de la part de cette organisation dans le but d'abolir l'Etat chypriote. C'est un fait indéniable que la Garde nationale, qui est contrôlée par des officiers grecs, est devenue le pilier de l'organisation criminelle « Eoka-B » qu'elle approvisionne. Une autre raison a été fournie par le recrutement d'aspirants-officiers de la Garde nationale à l'Ecole d'officiers de Polemidhia, que le Conseil des ministres n'avait pas approuvé, comme il en a le droit absolu selon la loi. L'étata-major de la Garde nationale se l'était vu notifié par écrit. Quelques jours plus tard, l'état-major à la suite d'instructions venues d'Athènes, répondit que les candidats refusés par le Conseil des ministres resteraient à l'Ecole. La violation de la loi concernant la Garde nationale et la non-considération d'une décision prise par le Conseil des ministres étaient, à mon avis, une ingérence indésirable de la dictature à Chypre et une tentative de dévier la garde nationale de son rôle d'organe de l'Etat vers celui d'une armée intérieure d'occupation ». (Bulletin of the Republic of Cyprus).

Rien n'a donc été soudain pour Makarios ; il savait comment évoluait la situation dans ses moindres détails. Il s'est bien gardé de se préparer à un affrontement devenu certain, comme de faire appel aux masses. Les leçons du Chili ne lui sont pas parvenues.

Makarios est l'un des tout derniers représentants de cette génération de dirigeants politiques anti-colonialistes, le plus souvent bonapartistes qui s'étaient rencontrés sans grande unité idéologique et politique à Bandoeng en 1955. Sukarno, N'Krumah, Nasser son voisin n'ont pas résisté à la restructuration de la domination de l'impérialisme sous direction US, de plus en plus directe, après la victoire de la révolution cubaine et le développement de la révolution indochinoise. La disparition de Nasser en 70 était déjà l'annonce de sa fin. Son pouvoir ne s'était jamais renforcé de réformes sociales, de mesures d'importance concernant les relations entre les deux composantes nationales. Ses rapports avec la communauté turque n'ont jamais créé de confiance en sa personne. Makarios ne disposait pas d'une puissance suffisante ou suffisamment organisée pour s'opposer au minage de son régime par Athènes ou à la pression de Kissinger.

Si le rétablissement de Makarios dans ses fonctions antérieures exactes devait se produire, son pouvoir reconquis à l'aide des puissances étrangères, la Grande-Bretagne surtout, les neufs du Marché commun ensuite, ne serait plus que très affaibli, encore davantage soumis à ses mandants néo-coloniaux. Makarios a vécu.

LES CONSEQUENCES DU COUP D'ETAT

La stupidité des militaires grecs est épaisse. Pour s'en convaincre, il suffit de chercher des explications à une question : si la Junte d'Athènes avait ses raisons pour intervenir, comment ses chfs pouvaient-ils ignorer les réactions en chaîne qui en découleraient, et donc surestimer leurs propres forces dans une entreprise qui pouvait tourner à l'action suicide ? Fallait-il qu'ils soient à ce point coupés de la réalité, sans capacité de saisir le jeu des forces politiques dans la région ? Des Bigeard, des Massu ! Le cours des événements qui suivirent le coup est un réponse à la question. Le pouvoir de la Junte est politiquement et militairement incapable. Sa fonction essentielle est de maintenir ou de réprimer la montée des forces ouvrières, paysannes, intellectuelles grecques. Un pouvoir de police.

Il serait néanmoins faux de croire comme

FRANCO SE MEURT

LE P.C.E. PREPARE LA RECONCILIATION NATIONALE

Espagne

PCE-raisonnable-bien sous tous rapports-cherche un Spinola ou à défaut leader droite éclairé-pour prendre pouvoir à sa place-paix sociale assurée

Franco va mourir, dans son lit hélas ! On maintient artificiellement le cadavre chaud pour permettre en douceur le passage à l'après-franquisme et éviter une vacance du pouvoir qui pourrait ouvrir une brèche dans l'édifice pourrissant de la dictature. C'est que le problème n'est pas simple : **comment changer le couvercle d'une chaudière sous pression sans risquer l'explosion ?** Toutes les forces politiques s'agitent, échaffaudent des plans à l'ombre de l'Eglise ou dans les coulisses de l'Etat-major. Personne ne croit que le successeur désigné Juan Carlos puisse durablement reconduire la politique franquiste.

Le PCE lui aussi se prépare. Simultanément, une déclaration du comité central et une conférence de Santiago Carillo à Paris fixent les orientations. Un objectif central : **la réconciliation nationale et l'instauration d'un gouvernement provisoire pour réaliser la démocratie sans violence :**

« Le seul chemin pour assurer le passage non violent de la dictature à la démocratie, c'est la réconciliation nationale et l'instauration d'un gouvernement provisoire avec le caractère que nous avons indiqué plus haut ».

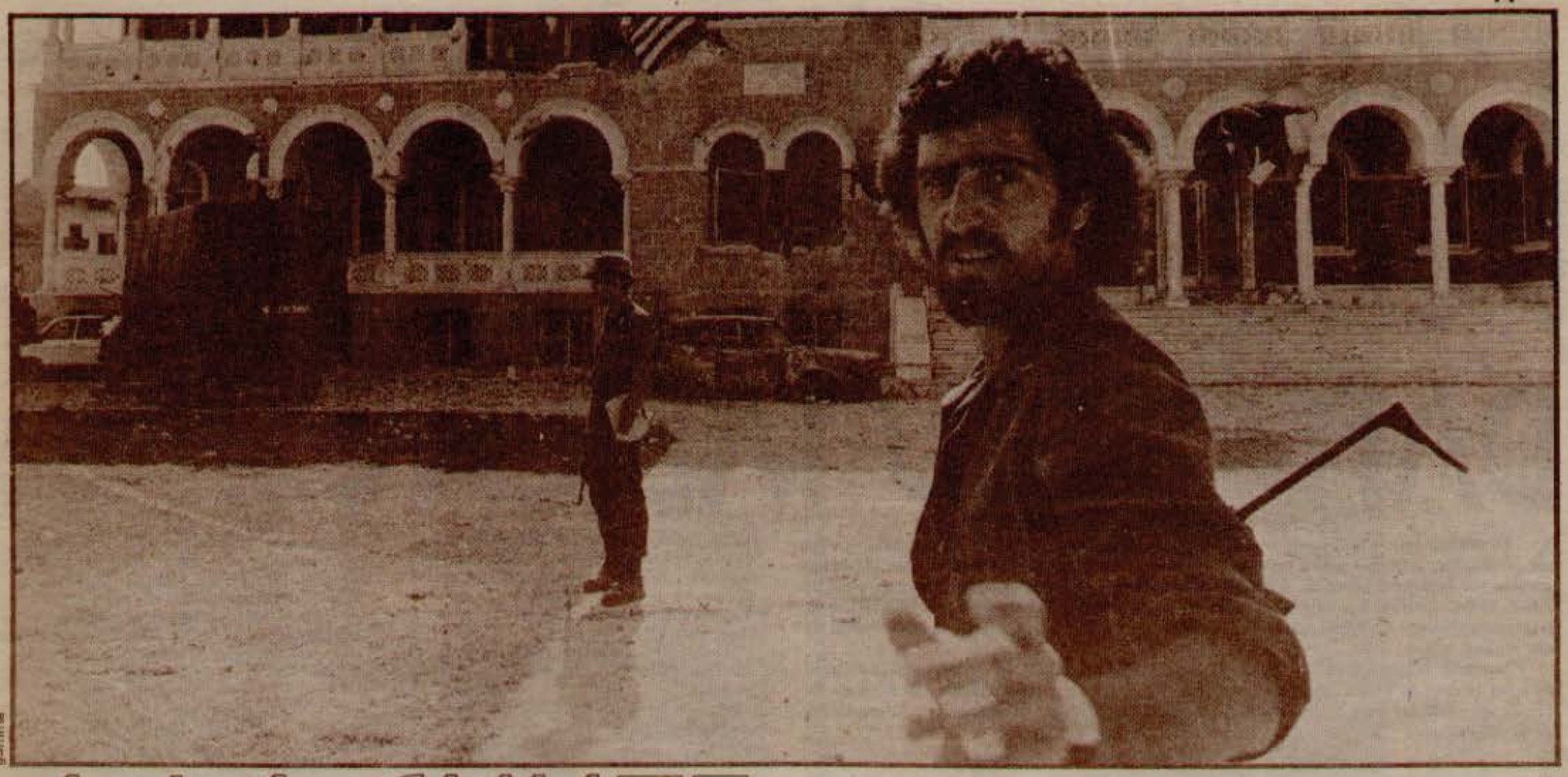
(Texte du comité central)

Oublions donc la guerre civile, la Phalange, l'heure est à l'union de tous les Espagnols appartenant à toutes les classes sociales. C'est l'union sacrée expliquée plus clairement et plus cyniquement encore par Carillo dans sa conférence de presse :

« Nous participerions à un gouvernement dirigé par un homme de droite qui aurait clairement pris position en faveur de la démocratie » (sic).

Les contacts actuellement pris par le PCE figurent le futur gouvernement provisoire que Carillo appelle de ses vœux : « **Je pense notamment aux leaders de la droite éclairée qui sont d'accord sur l'essentiel de notre programme** ». Cette alliance, ce « compromis historique » s'étend bien sûr à l'Eglise dont les déclarations « humanitaires » sont « en soi une condamnation du franquisme » et naturellement à l'Armée où comme chacun sait « les ultras sont minoritaires ».

Plus la radicalisation ouvrière s'accentue, plus la crise sociale et politique s'aggrave et plus



A LA CHUTE DES COLONELS...

vient l'accréditer une presse de gauche, que le régime d'Athènes n'est qu'une simple marionnette de Washington et qu'en conséquence, le coup d'Etat de Nicosie est en provenance directe du ministère de la défense U.S., du Pentagone, ou encore qu'il est sorti des dossiers de la C.I.A. Le pouvoir d'Athènes n'est pas réductible à ce rôle. Il possède ses propres projets et tente de les réaliser dans les limites des intérêts généraux de l'impérialisme, quand bien même il peut les heurter secondairement. C'est sans doute parce qu'il avait une approche purement localiste de la situation que le gouvernement grec a échoué aussi grossièrement.

Internationalement et sur le plan intérieur, la Junte a échoué, a perdu la partie.

Dans la région de la Méditerranée orientale, la Junte a tout manqué :

a) Elle a failli à Chypres même où son plan a volé en éclats. Il n'y a pas eu de fusion entre la garde nationale et la population grecque chypriote. Les pogroms contre les communautés turques éparpillées dans l'île ont été déclenchés et menés par la garde nationale dans la plus claire des traditions fascistes. D'où l'intervention turque justifiée par les persécutions qui confinent au génocide dans plusieurs cas. Cette intervention est même légitimée par le Traité de 1960 entre britanniques, grecs et turcs, qui prévoyait l'intervention unilatérale de chacun des signataires si les autres rompaient les termes de l'accord tripartite. C'est fait ! Le pouvoir de Nikos-Sampson est mort-né !

Il existe maintenant à Chypres une présence turque de Turquie qui ne repartira pas sans une modification du statut de l'île et des garanties pour la communauté turque minoritaire.

Du point de vue grec comme du point de vue turc, la république indépendante de Chypres a vécu. Les conditions de son existence étaient la non-ingérence des Etats grec et turc et les relations pacifiques des deux communautés dans l'île.

b) La Junte s'est totalement discréditée devant les gouvernements bourgeois européens, qui sont maintenant en position de faire passer leurs conceptions d'un gouvernement d'apparence démocratique en Grèce, en faisant remettre le pouvoir à des civils. Même Kissinger qui avait fait le silence sur le coup d'Etat, croyant pouvoir réaliser ses objectifs locaux dans la foulée du fait accompli, a lâché publiquement la Junte. Immédiatement après le coup d'Etat, le porte-parole du ministère des Affaires Etrangères de Nixon, (le Département d'Etat) fit savoir que les U.S.A. attendaient de voir qui contrôlait le territoire. Autrement dit, que les U.S.A. ne reconnaissaient plus Makarios. Grave échec pour le chef de la contre-révolution mondiale qui n'a pas puempêcher les turcs, ses alliés, de débarquer à Chypres. Grave conséquence pour l'O.T.A.N. et l'Alliance Atlantique qui ont vu leurs alliés s'affronter avec des armes identiques qu'ils leur ont remises. Crise camouflée entre l'Europe (c'est-à-dire les Neuf du Marché Commun qui ont soutenu à quelques hypocrisies près la position de la Grande-Bretagne qui a pris fait et cause pour Makarios et contre Athènes) et les Etats-Unis, qui n'est pas nouvelle mais a trouvé un autre terrain pour s'expr[illegible]. La politique de domination U.S. s'est [illegible] mal agencée durant ce conflit soudain. Elle risque bien d'en faire les frais, au moins pour une période.

La question est que Chypre occupe une position statégique en Méditerranée orientale tenue par les Britanniques. Elle s'intègre à Gibraltar et Malte dans leur système militaire. Sur l'ancienne route des Indes. La flotte U.S. n'a qu'une base dans cette région, en Grèce. Le personnel politique grec allié aux U.S.A. est au pouvoir alors que celui soutenu par les britanniques est en exil dans l'opposition, à Londres chez l'ancienne puissance qui avait main-mise sur la Grèce. Avec les nouveaux accords avec l'Egypte et la réouverture du canal de Suez, les U.S.A. ont besoin de points d'appuis stratégiques pour soutenir militairement leur stratégie politique dans la région, indépendamment d'Israël.

c) Du côté turc, le renforcement d'une crise latente avec les U.S.A. peut provoquer une révision des traités militaires, aux conséquences graves pour l'impérialisme, surtoit depuis l'apparition sur la scène politique des jeunes officiers chatouilleux en matière d'indépendance nationale. L'Union Soviétique est là tout près qui attend, d'autant plus préoccupée par le cours des événements que c'est la possibilité pour la flotte russe de circuler librement dans les Détroits des Dardanelles et en Méditerranée qui peut être en cause dans l'avenir de Chypre. Les grecs et les américains y travaillaient sérieusement. D'où l'attitude soviétique, allant dans le sens du débarquement des troupes turques.

d) Enfin c'est sur le plan intérieur grec, que les conséquences seront les plus spectaculaires et imédiates.

L'échec de cette opération de rattachement est un échec intérieur, c'est un nouvel encouragement aux masses populaires qui se sont mobilisées contre la première dictature en octobre-novembre 73. Pour les Européens comme pour les U.S.A., il faut maintenant, après le cessez-le-feu à Chypres, remplacer le gouvernement grec par une équipe de civils au plus vite. Cela implique que la Junte accepte de se démettre et rentre dans les casernes. Rien ne le garantit. Mais une nouvelle direction de bourgeois grecs porterait déjà la marque de ses positions durant cette crise : beaucoup parmi eux lancèrent des appels à l'union nationale, à la patrie en danger, et autres fadaises démontrant leur appartenance. Neuf mois après les soulèvements d'Athènes en octobre 73, les masses ne sont pas endormies et le combat est à peine commencé.

Quant à l'avenir de Chypres il est plus qu'avant étroitement lié aux évolutions internes grecques et turques.

Le 23 juillet
G. Vergeat

---

les PC accentuent leur cours droitier. Cette vieille loi confirmée par 36-45-68 en France trouve encore une fois une éclatante illustration.

Au Chili, les PC tirent un bilan : des erreurs gauchistes ont été commises, on n'a pas fait assez de concessions aux couches moyennes ou à l'armée. La conséquence, c'est l'appel désespéré à la démocratie chrétienne qui servit de marche-pied aux Pinochet et Cie, pour qu'elle s'intègre au front démocratique.

Au Portugal, c'est l'alignement sur les secteurs actuellement dirigeants de l'armée, c'est la dénonciation des grèves, l'appel au réalisme et à la paix sociale au nom de la défense de l'économie nationale.

En France, les leçons des présidentielles, c'est que 51 % des Français ne sont pas mûrs pour le socialisme. Donc, il est urgent de gommer toute référence au socialisme dans la propagande, de démontrer que le programme commun n'ouvre plus la voie au socialisme.

En Italie, le PC est le fer de lance de cette politique d'avant-garde. La démocratie chrétienne au pouvoir depuis 30 ans, corrompue jusqu'à la moelle et dont certaines fractions travaillent la main dans la main avec le MSI et les groupuscules fascistes, se voit décerner le label d'organisation démocratique voire progressiste. En Italie, en effet, 51 % ne font plus la majorité pour le PCI, l'alliance encore plus large est nécessaire pour obtenir une majorité telle qu'elle interdise tout recours au putsch de la part de certains secteurs de l'armée !

Voilà donc le « bloc historique » à la sauce Garaudy réhabilité.

Pour le PCE, il s'agit de faire de la classe ouvrière une masse de manœuvre pour des fractions de la bourgeoisie baptisées progressistes en l'occurence contre d'autres liées aux secteurs les plus arriérés sur le plan économique (vieille oligarchie terrienne) afin de lier plus étroitement l'Espagne à l'Europe capitaliste.

C'est l'abdication totale, l'aplatissement sans retenue de ceux qui n'ont plus de communiste que le nom, d'ailleurs usurpé, et qui peuvent préparer de nouvelles et cruelles défaites du mouvement ouvrier. Mais les leçons du Chili, l'histoire tout entière des luttes de la classe ouvrière sont maintenant largement assimilées par de très nombreux travailleurs à l'échelle de l'Europe. Les PC n'ont plus les mains libres et le développement même des luttes des travailleurs ouvre d'ores et déjà la voie, la seule, celle de l'instauration du socialisme.

Uruguay

IL Y A UN AN LE COUP D'ETAT...

Pour l'anniversaire du coup d'Etat du 27 juin 1973 et des quinze jours de grève qui ont suivi, plusieurs meetings de protestation se sont déroulés dans des usines et des centres d'études. Ces meetings n'eurent pas l'ampleur prévue au départ car le secteur de Ferreira Aldunate du Parti Blanco, le Parti Démocratp Chrétien et le Parti Communiste décidèrent de ne pas y participer contrairement à ce qu'ils avaient décidé précédemment. On attribue une telle décision, selon des rumeurs circulant à Montevideo, à l'existence de négociations avec le haut-commandement militaire et d'autres secteurs politiques.

Dans la Faculté de Médecine, les étudiants entonnèrent l'hymne national, distribuèrent des tracts contre la dictature et firent exploser des pétards. La garde permanente de la faculté intervint tandis que des effectifs de police entouraient la faculté et emmenaient environ 700 personnes à la prison (la totalité des personnes présentes).

A la suite de ces faits le doyen (nommé par les militaires) obligea tous les étudiants à signer une déclaration dans laquelle ils s'engageaient à poursuivre leurs études dans l'ordre et à dénoncer toute tentative de troubler l'ordre. Au cas où ils ne signaient pas cette déclaration ils étaient expulsés de la faculté.

L'ARGENTINE SANS PERON S'INSTALLE DANS L'INSTABILITE...

Le premier article ci-dessous est une correspondance reçue de Buenos-Aires faisant le point sur la situation politique à trois semaines de la mort de Peron. Le second est une résolution adoptée par le secrétariat unifié de la IVè Internationale, à propos des positions prises par le P.S.T. (Parti socialiste des travailleurs), une organisation sympathisante de la IVè Internationale, face aux manœuvres de Peron, quelques semaines avant sa mort, pour élargir la base d'appui de son régime.

Cette prise de position de la direction de la IVè Internationale est d'autant plus importante qu'après la mort de Peron, les huit partis (dont le P.S.T.) qui s'étaient réunis à la demande de Peron, ont réaffirmé leurs positions antérieures dès l'installation d'Isabel Peron à la présidence de la République.

Depuis la mort de Peron, la bourgeoisie redouble d'efforts pour jouer la comédie de « l'unité nationale ». On fait de la politique dans les coulisses, la presse s'abstient de toute spéculation, tout est fait pour minimiser les conséquences de la disparition de Péron.

Cependant, le manque de perspectives et la crise politique de la bourgeoisie ne se conjurent pas si facilement. Quelques voix isolées admettent la gravité de la situation : c'est ainsi que Broner, de la CGE (syndicat patronal), lors de son discours prononcé à l'enterrement, reconnaît que « le pays traverse un des moments les plus dramatiques de son histoire. Le journal « La Opinion », quelques jours après, admettait entre les lignes l'affaiblissement du pouvoir exécutif, expliquant que le péronisme avait perdu 50 % de son pouvoir, les autres 50 % étant déjà occupés par d'autres forces.

UNITE NATIONALE ?

La permanence d'Isabelle Péron et le vaste soutien qu'elle a obtenu reflètent non pas une stabilité politique qui apparaît aujourd'hui plus lointaine que jamais, mais bien plutôt le manque d'alternative, le manque d'une véritable solution politique de rechange pour les classes dominantes. Aucun autre leader ou parti ne dispose de la capacité de manœuvrer entre les différents secteurs de la bourgeoisie dont disposait Péron et moins encore d'une autorité face au mouvement de masse qui puisse être comparée à la sienne.

Isabelle Péron représente la solution la moins problématique pour le moment pour la bourgeoisie. En tout cas, elle signifie la continuité du péronisme et de l'actuelle équipe gouvernementale à la tête de l'Etat.

Toute la fanfare autour de « l'unité nationale », c'est à dire l'unité de la bourgeoisie, recouvre une nécessité réelle pour les classes dominantes. Péron, de par son caractère même de leader bonapartiste, pouvait susciter et maintenir le consensus politique entre les divers secteurs bourgeois, de façon relativement informelle. Face aux pressions de tel ou tel secteur, il pouvait, bien que de moins en moins, provoquer des événements comme ceux du 12 juin, en s'appuyant sur la CGE, la CGT et une mobilisation partielle et contrôlée des masses pour récupérer son autonomie de manœuvre.

Isabelle Péron ne pourra faire de même. Le consensus politique entre les divers secteurs bourgeois lui est beaucoup plus nécessaire et elle ne peut pas en tirer les ficelles comme le faisait Péron.

L'OFFENSIVE POLITIQUE DU PC

Le PC, toujours le plus rapide et le plus cohérent pour ce qui est d'une ligne réformiste, s'empressa de proposer un gouvernement de « large coalition ». Il s'agit d'une nouvelle version de son orientation traditionnelle de front populaire et d'alliance avec des secteurs « progressistes » de la bourgeoisie et des forces armées. C'est cette ligne de collaboration de classes avec des secteurs de la bourgeoisie qui, loin d'avoir produit des progrès de la lutte révolutionnaire, a mené à des frustrations et des défaites du mouvement de masse. Il suffit de rappeler le « front large » uruguayen et le cas tragique de l'UP chilienne.

Cette fois-ci s'adjoignent de fait à la proposition du PC les Montoneros et la Jeunesse Péroniste qui proposent de reconstruire le front de libération, ainsi que l'Alfonsinismo (opposition intérieure du parti radical) qui se fit l'avocat de la « jeunesse » mise à l'écart de la vie politique.

Si la bourgeoisie a intérêt à maintenir et à renforcer le consensus politique des divers secteurs dominants (« l'unité nationale »), pourquoi n'admet-elle pas la 'variante d'un gouvernement de coalition ? Les raisons sont nombreuses et d'ordre différent. L'une d'entre elles, c'est que le radicalisme balbiniste, pprincipal interlocuteur du gouvernement, ne veut pas accepter cette possibilité. Les succès personnels de Balbin, leader de l'Union Civique Radicale, reflètent l'importance qu'a prise pour la bourgeoisie le 2ème parti politique du pays, solution alternative possible pour le futur. Dans ces circonstances, le radicalisme ne veut pas assumer directement la responsabilité du gouvernement et l'inévitable dévalorisation que cela implique. Il est disposé à appuyer, à aider, à être « constructif » et à tout ce qui peut contribuer à la stabilité politique, afin que personne ne puisse attribuer des échecs et des erreurs du gouvernement au rôle de l'opposition. Mais il se prépare de fait à la relève, prévoyant l'affaiblissement et la possible division du péronisme.

Mais il y a en outre d'autres raisons. Un gouvernement de coalition porterait les délibérations et le jeu de pressions entre les divers secteurs bourgeois et réformistes au sein même de l'Exécutif, avec risque d'affaiblissement, de paralysie, de cet appareil. Ceci entre en contradiction justement avec le besoin qu'ont les classes dominantes d'un Etat fort, capable d'impulser des projets de la bourgeoisie et de les imposer au mouvement des masses.

Bien que le PC soit beaucoup plus responsable que la Jeunesse Péroniste, la bourgeoisie n'est pas prête dans son ensemble à collaborer avec lui. Ce n'est pas parce que le PC n'a pas donné des garanties suffisantes et des preuves de sa bonne volonté. Encore récemment, il a prouvé qu'il savait freiner une lutte ou une grève quand sa politique de collaboration de classes l'exige.

PAS DE COUP D'ETAT DANS L'IMMEDIAT

Mais, c'est seulement dans le cas où la bourgeoisie ne pourrait pas réunir un consensus politique suffisant pour arriver à une vague de violente répression, que la solution d'une coalition bourgeoise-réformiste pourrait apparaître à ses yeux comme une possibilité de freiner les mobilisations, de contenir le mouvement de masse, en bref de récupérer le contrôle politique du pays.

Nous avons déjà dit que la bourgeoisie ne pense pas aujourd'hui à un coup d'Etat. Les forces armées ne se sont pas encore remises politiquement de leur échec. Mais en outre, la solution d'un coup d'Etat se paierait très cher politiquement en Argentine. Ce ne pourrait être un coup relativement « pacifique » comme celui de Organia en 1966.

Ce qui est en jeu aujourd'hui, ce n'est pas tant la forme que devra prendre la domination de la bourgeoisie que la politique qu'elle doit avoir face au mouvement de masse. Le péronisme au gouvernement a utilisé déjà la répression sélective par différents canaux. Si la bourgeoisie décidait de refaire appel aux Forces armées, comme son Parti militaire, garantes en dernière instance du système, ceci impliquerait un tournant de la politique répressive, vers une répression ouverte, massive. En effet, si l'actuelle répression sélective n'arrive pas à freiner les luttes, c'est à cause des profondes contradictions sociales dans le pays, des clivages de classe de plus en plus profonds et du caractère massif de la nouvelle avant-garde large. Pour décapiter le nouveau mouvement ouvrier qui prend naissance peu à peu dans les luttes de

OU VA LE PST?

Une résolution du Secrétariat Unifié de la IVe Internationale

Le 22 mars, le président argentin Juan Peron recevait, sur leur demande, des représentants de huit partis politiques : l'Union Civique radicale, le Parti révolutionnaire chrétien, le Parti socialiste des travailleurs, le Parti socialiste populaire, le Parti intransigeant, l'UDELPA, le Parti communiste, la Démocratie progressiste. Ce meeting n'est pas un évènement isolé. Il fait partie d'une série d'initiatives prises par Péron dans le but de « normaliser » ses relations avec les partis officiellement reconnus (un autre meeting a eu lieu le 5 avril). Mais le meeting du 22 mars est le plus important jusqu'ici, car les huit organisations publièrent une déclaration commune à son issue :

« Les participants », affirme cette déclaration, **« ont confirmé leur engagement fondamental à n'épargner aucune initiative ni aucun effort pour maintenir et renforcer le processus d'institutionalisation du pays dans le cadre du système démocratique et par une pratique de coexistence et de dialogue constructif... Les moments difficiles que la République traverse, par suite de sa confrontation avec des forces qui exercent, depuis longtemps, leur pression sur elle, seront facilement surmontés par des actions de solidarité menées par les secteurs qui respectent le désir majoritaire et populaire de liberté, qui s'est exprimé dans les élections et qui garantit leur droit de continuer à s'exprimer dans le futur, pour l'appliquer dans la réalité, afin de se libérer du fardeau de la dépendance et d'assurer aux travailleurs les bénéfices de la richesse que leurs efforts ont créée.**

En tant que participants de ce processus, nous ne prenons pas une attitude d'opposition à la réalisation de ces projets. L'entrevue, grâce à la représentativité des participants et au développement de son contenu, doit être considérée comme un pas en avant concret, réalisant la conjonction des efforts qui assureront l'institutionalisation en cours, selon les lignes votées par le peuple. Nous comprenons tous les risques de l'entreprise demandée par le pays et sommes d'accord, au-delà des différences de point de vue sur la profondeur et les rythmes du processus de changement, sur la nécessité inexorable de sa réalisation. Ceux qui désirent l'échec du régime constitutionnel ou qui attendent des circonstances qui rendraient une nouvelle aventure réactionnaire possible ; ceux qui essaient d'utiliser des secteurs du régime pour influencer des choix futurs ; ceux qui adoptent des pratiques totalitaires ou corporatistes en convergence idéologique avec des revendications de type fasciste et avec les intérêts des compagnies multinationales qui exercent des pressions continuelles sur nos frontières ; tous ces gens doivent savoir que ce pays est uni sur la base d'un accord fondamental et qu'il leur ripostera ».

La déclaration publiée par tous les quotidiens le 22 mars, fut reproduite dans le numéro du 28 mars/5 avril de « Avanzada socialista », organe du PST. Mais « Avanzada socialista » ne s'est pas limité à publier le communiqué, il a ajouté deux commentaires sous forme d'éditoriaux.

Le premier éditorial, après avoir rappelé l'escalade de la violence de droite, qui a atteint son point culminant avec le coup du chef de la police Navarro à Cordoba, expliquait que la « **Participation** (du PST) **au dialogue avec le Président de la République** » était un « **acte concret en défense des droits démocratiques héroïquement gagnés par les mobilisations populaires et ouvrières qui se sont développées depuis le Cordobazo** ». Il continuait en expliquant que « **la défense de la stabilité constitutionnelle** » ne devait pas coïcider avec la défense politique du gouvernement et tirait la conclusion suivante : « **le fait que huit partis soient arrivés à un acoord pour demander la réunion, afin de demander l'institutionnalisation est d'une importance extraordinaire. Mais, comme toujours, nous ne cesserons pas d'affirmer que les acquis démocratiques seront défendus avant tout par les mobilisations, comme le lutte d'Acindar et des travailleurs des banques nous l'ont encore montré. C'est pourquoi nous ne cesserons pas d'affirmer la nécessité de l'accord pour défendre les droits démocratiques dans l'action, en commençant par un grand meeting public de tous les partis et les organisations politiques et de jeunesse et toutes les organisations des travailleurs et des étudiants.** » Le même, appel pour un meeting commun avec les partis bourgeois était repris à la fin du second éditorial qui prêchait la nécessité de « **réponses concrètes et souples à toutes les conjonctures de la lutte des classes** ».

La direction du PST devait se rendre compte du fait que sa décision de participer à une réunion qui offrait une couverture aux actions de « normalisation » de Peron, sa signature d'un document commun avec des partis bourgeois (parmi lesquels l'Union civique radicale, le Parti bourgeois traditionnel et même, aujourd'hui la principale force bourgeoise mis à part le péronisme), sa proclamation d'un « accord fondamental » entre tous les signataires pour la défense du processus d'« institutionalisation » et l'acceptation des « projets » approuvés par « le peuple » (qui sont en réalité des projets élaborés par Campora et Peron) et sa thèse selon laquelle la lutte contre le fascisme peut et doit être menée avec des partis représentatifs de l'ennemi de classe, tout cela pourrait provoquer des réactions parmi les militants du parti.

C'est pourquoi le même numéro d'« Avanzada socialista » publiait une lettre signée par un « Camarade F », (une lettre reçue par les éditeurs avec une étonante rapidité) et une réponse à cette lettre qui prenait presque deux pages.

La lettre semblait accepter la collaboration de classe avec les partis bourgeois. En effet, elle affirmait (en falsifiant une citation de Trotsky se référant à la nécessité du front unique avec la social-démocratie en Allemagne au début des années 30), qu' « **il est permis de faire un front unqiue avec l'ennemi de classe et même avec la grand-mère du diable** ». Mais l'auteur critiquait la signature du document des huit partis parce que selon lui, le PST aurait ainsi aidé Peron et donné

masse contre la dictature et sous le gouvernement péroniste, il faudrait frapper une frange très vaste de militants, de travailleurs radicalisés et combatifs, etc. Au Chili la répression massive entraina le licenciement de 30 ou 40 % des ouvriers des principales usines. En Argentine, une répression équivalente se paierait même économiquement (travailleurs qualifiés, désorganisation de la production, etc) ; le prix en serait assez élevé pour une bourgeoisie déjà en situation critique ; de plus il ne faut pas oublier que la classe ouvrière argentine, au cours des dernières vingt années, a subi diverses formes de répression, sous des régimes « démocratiques » ou dictatoriaux qui l'ont bien préparée à assumer la résistance sous des formes de lutte combatives.

L'existence d'organisations armées qui n'ont pas été détruites par la dictature militaire et qui ont augmenté leur implantation dans le mouvement de masse depuis une année constitue un facteur supplémentaire que l'on doit prendre en compte. La bourgeoisie mesure les dangers d'un changement radical de la politique de répression et craint que celle-ci ne plonge le pays dans un e véritable guerre civile.

Ainsi, pour le moment, la politique répressive ne changera pas,les classes dominantes préferent maintenir les formes « constitutionnelles ».

Cependant, les Forces armées restent le dernier recours en permanent état d'alerte, comme l'a rappelé le général Anaya, au nom des commandants en chef à l'enterrement de Péron.

Dans ces conditions la bourgeoisie essaiera de maintenir l'illusion d'un péronisme sans Péron, faisant appel entièrement au mythe qui entoure le leader disparu. Le Pacte social, même avec des retouches, restera l'axe de la politique du gouvernement : le réaffirmer fut le premier acte d'Isabelle Péron. Mais la tâche ne sera pas facile...

REPRISE DES LUTTES OUVRIERES

Au sein de la bureaucratie syndicale l'unité de façade imposée par Péron a volé en éclats. En effet, les dirigeants de la CGT ont commencé à s'entretuer pour les fauteuils de bureaucrates.

Face à cette situation, la classe ouvrière après un temps d'arrêt, reprend ses luttes. Les causes de son mécontentement, des bases de sa mobilisation restent présentes. Le Pacte social anti-populaire reste en application. Les paliatifs ne suffisent plus pour satisfaire ses aspirations. Pendant le deuil de Péron, les typographes ont maintenu leur plan de lutte, sortant les journaux sous leur contrôle. A Cordoba, les travailleurs de la Smata continuent la lutte pour 60 % d'augmentation, malgré les menaces patronales et gouvernementales. Dans le Chaco, les ouvriers de Molinos Rio de la Plata continuent à affronter un des grands monstres de l'économie argentine. Dans le « gran Buenos Aires », les travailleurs de Bagley se mobilisent dans la rue et à l'usine contre les licenciements et pour d'autres revendications, y compris des augmentations de salaire (revendication déclarée « illégale » par le gouvernement).

Aujourd'hui plus que jamais, il nous faut lutter pour l'indépendance de la classe ouvrière face à la bourgeoisie et à l'Etat.

Cela veut dire faire passer les syndicats des mains des bureaucrates à celles des travailleurs, impulser au cours de chaque lutte des organismes qui mettent en pratique la démocratie ouvrière et développent ainsi l'autonomie et la conscience de classe.

L'unité d'action de tous les secteurs ouvriers et populaires autour des intérêts des travailleurs est la condition pour que l'on puisse avancer dans cette voie.

Mais l'indépendance de la classe ouvrière, c'est aussi la lutte pour la doter d'un parti révolutionnaire qui puisse la conduire victorieusement à la prise du pouvoir. Face aux positions erronées des réformistes et des centristes qui ne peuvent résoudre la crise de direction du prolétariat argentin, nous travaillerons avec d'autres forces, à la construction d'un pôle marxiste-révolutionnaire qui puisse constituer une véritable alternative pour tous les secteurs qui rompent aujourd'hui avec le péronisme.

S. L

son appui à un gouvernement bourgeois sur le point de s'écrouler. La réponse des éditeurs clarifiait la question centrale. Elle affirmait qu'il était nécessaire de partir **« d'un fait fondamental : il y a eu un coup semi-fasciste qui a renversé un gouvernement régional. Ce coup n'était pas un évènement isolé mais représentait un bond dans l'escalade de la violence de droite qui mène à une offensive et n'a aucune intention de s'arrêter »**. La conclusion est que, dans le contexte donné, on ne doit pas mener une lutte pour renverser le gouvernement ou les institutions en place, mais que, au contraire, il est nécessaire de défendre **« l'institutionalisation démocratique et que, dans ce but, il est correct d'établir un accord avec des partis bourgeois en signant des déclarations communes et en appelant à des manifestations communes »**.

Dans le passé, les dirigeants du PST ont critiqué les conceptions staliniennes du front populaire et ils ont formellement réaffimé leurs critiques dans le numéro en question d'« Avanzada socialista ». Mais tout comme ils ont précédemment soutenu le Front Ample (frente Amplio) urugayen, qui était dirigé par le représentant bourgeois SEREGNI, ils signent aujourd'hui une déclaration commune avec des partis bourgeois et appellent à des actions communes avec eux. Afin de justifier cette attitude ultra-opportuniste, ils utilisent exactement l'argument avancé par les staliniens au milieu des années 30 pour justifier leur adoption de la ligne de Front populaire, à savoir q'qu'il est légitime de s'aligner avec la bourgeoisie ou avec ses soi-disant secteurs démocratiques pour s'opposer à un danger fasciste. Par cette action, le PST franchit une nouvelle étape dans son évolution et rompt ouvertement avec la conception marxiste-révolutionnaire du front unique ouvrier qui se fonde sur la conception léniniste de la Troisième Internationale et fut ravivée par Trotsky.

En même temps, ils oublient la distinction fondamentale qui existe entre les droits démocratiques demandés par le mouvement ouvrier et les structures de la démocratie bourgeoise. En signant un document qui appelle à une institutionalisation du pays et en se présentant à côté de partis bourgeois, comme « participant du processus d'institutionalisation », ils contribuent à maintenir la principale mystification de Peron, la farce pseudo-démocratique que la bourgeoisie argentine joue depuis trois ans, et tombent dans la manœuvre visant à présenter Peron comme le garant de la « démocratie » qui embrasse tout le monde, à l'exception des organisations d'extrême-droite et d'extrême-gauche (Peron a exprimé explicitement cette ligne). L'expression utilisée à plusieurs reprises par « Avanzada socialista » — le dialogue avec le président — en dit long sur les conceptions opportunistes des dirigeants du PST.

La photo officielle de l'une des réunions entre Péron et les dirigeants des huit partis politiques signataires de la déclaration.
Entouré des dirigeants des principaux partis bourgeois argentins, Juan Carlos Coral, dirigeant du PST (avec le nœud papillon).

Le Secrétariat unifié de la IVème Internationale, qui a toujours rejeté toute forme de collaboration de classe avec les « partis démocratiques » de la bourgeoisie, pense que le devoir des révolutionnaires en Amérique Latine, tout en exploitant les marges de manœuvre légales ou semi-légales existantes, est de dénoncer l'opération frauduleuse commencée avec le Gran Acuerdo Nacional (GAN — Grand accord national) et développé par Peron et de lutter sans compromis et sans trêve contre le gouvernement en place et l'Etat bourgeois.

juin 74

Dans le N° du 26 juin 1974 d'« Avanzada socialista », il est affirmé que le PST n'a pas signé la déclaration du 22 mars 1974, « parce qu'il y avait encore des divergences » avec les autres partis. Le rédacteur en chef aurait publié l'information concernant la signature par erreur. Mais l'article du journal, qui apporte cette précision, contient de même une réaffirmation explicite de la légitimité d'accords tactiques, dans l'Argentine d'aujourd'hui, avec des partis bourgeois, pour la défense des libertés démocratiques et des institutions de la démocratie bourgeoise.

L'option fondamentale du PST est encore confirmée par le fait que trois jours après la parution de ce N° d'« Avanzada socialista », le 29 juin 1974, le PST a signé avec les autres sept partis appelés « du centre-gauche » par les quotidiens argentins, une déclaration appuyant « le processus d'institutionalisation du pays » et « le fonctionnement des mécanismes légaux de continuité constitutionnelle » (« La Opinion », 30 juin 1974). Le 3 juillet, au lendemain de la mort de Peron, il a signé dans la ville de Santa Fé, à la demande du président de la Chambre une nouvelle déclaration en faveur **« du maintien de la stabilité constitutionnelle comme unique moyen adéquat d'arriver à la justice sociale dans la liberté, vaincre l'emprise des intérêts impérialistes et concrétiser pour toujours l'indépendance »** (« El Cronista Commercial, 4 juillet 1974).

Cela prouve que la divergence fondamentale du PST avec la ligne programmatique de la IVème Internationale sur la méthode de défense des libertés ouvrières est pleinement maintenue, malgré l'article d'« Avanzada socialista » du 26 juin 1974.

Cette mise au point sur une déviation programmatique pour laquelle la IVème Internationale ne peut prendre aucune responsabilité ne doit en rien entraver le développement d'une campagne vigoureuse de solidarité avec le PST et de défense de ce parti devant les coups de la répression et de la terreur d'extrême-droite.

12 juillet 1974

Portugal

LE M.F.A MONTE EN LIGNE

Les militaires du Mouvement des Forces Armées (MFA) sortent grands vainqueurs de la crise politique qui vient de secouer le Portugal. Faut-il, comme le fait le parti communiste, en conclure qu'il s'agit d'une victoire de la gauche ?

La crise qui éclate le 9 juillet avec la démission du premier ministre Palma Carlos est l'aboutissement d'une longue série de conflits qui ont tiraillé, ces dernières semaines, les instances dirigeantes (toutes « provisoires ») de l' appareil d'Etat portugais.

Ces conflits opposaient tout d'abord Spinola et la junte aux ministres « de gauche » de la coalition gouvernementale. Soares (PS) et Pacheco Gonçalves (PC) ont fait l'objet d'âpres critiques. L'un a été soupçonné de brader un peu trop vite les intérêts du capital portugais dans les colonies. L'autre, ô ironie, s'est vu accusé d'attiser en sous main ces grèves qu'en tant que ministre il combattait pourtant avec la dernière énergie. Il n'est pas jusqu'au ministre Raul Rego (PS et ancien directeur du journal socialiste « Republica ») qui ne se soit vu accuser de gérer désastreusement son ministère : celui du tourisme et de l'information.

Seul son prestige de « héros national » a jusqu'à présent permis à Alvaro Cunhal, ministre sans portefeuille et secrétaire général du PCP de ne pas être lui-même atteint par un flot de plus en plus dense de critiques. Ce qui n'empêche nullement Spinola de faire du « péril communiste » le leitmotiv de ses interventions publiques. En cela, Spinola ne se fait guère que l'interprète des préoccupations de certains secteurs de la bourgeoisie (trust Champalinaud et CUF en tête), inquiets non seulement de la floraison des grèves, mais aussi de l'influence croissante du PCP, notamment à travers la nouvelle intersyndicale.

Spinola, déclarant juste avant la crise, devant un aéropage de militaires, que « le Portugal serait, en dernière analyse, ce qu'en feraient les forces armées », a mis les points sur les i. Mais, en rappelant ce rôle « historique » de l'armée, il passait sous silence d'autres conflits également préoccupants : ceux qui l'opposent, lui Spinola et sa junte, au Mouvement des Forces Armées, et plus précisément à ses représentants au sein du Conseil d'Etat, qui joue actuellement le rôle d'instance législative suprême. Moins connu, moins évident, ce conflit a sûrement été déterminapt dans le déclenchement de la crise ouverte.

SPINOLA ET LE MFA

La méfiance des « capitaines » à l'égard de Spinola ne date pas d'hier. Dès avant le 25 avril, nombreux étaient ceux qui manifestaient les plus extrêmes réticences envers ce baroudeur de choc au passé douteux, devenu président à titre provisoire. L'« indépendance » dont Spinola a fait preuve à plusieurs reprises a fait grincer des dents bien des jeunes officiers. Par exemple, lors de l'envoi en exil doré de Caetano et Thomas, ou plus récemment lors de la nomination à l'ONU de l'ancien caetaniste Vega Simao. Sans parler du grotesque culte de la personnalité que Spinola encourage et qui tend à faire rejaillir sur lui seul tout le prestige de la liquidation de la dictature. Mais surtout le rôle de bonaparte dans lequelSpinola veut s'installer indispose ceux des officiers qui comprennent que l'avenir politique du général président passe par la disparition ou l'éclatement du Mouvement des capitaines en tant que force politique.

C'est cette défiance des capitaines qui a fait refuser à leurs représentants au Conseil d'Etat les propositions présentées par Palma Carlos. Ces propositions, dans leur logique, tendaient à rationnaliser le fonctionnement et l'équilibre des instances gouvernementales mises en place après le coup d'Etat. Il s'agissait d'augmenter les pouvoirs du premier ministre, mais aussi de rapprocher les élections présidentielles, tout en reculant la date des élections générales. Autrement dit de favoriser une élection de Spinola, tout en laissant aux autres partis la possibilité de rattraper le retard pris sur le PCP. C'est le refus de ces propositions par un Conseil d'Etat fortement influencé par les « capitaines » qui a formellement ouvert la phase publique de la crise.

LA MANOEUVRE DE SPINOLA

Spinola aurait peut-être voulu éviter la « crise ouverte » enclenchée par la démission de Palma Carlos. Mais, dans la mesure où cette crise était devenue inévitable, il s'est agi pour lui d'en tirer le maximum. Spinola a cru pouvoir compter sur la conjonction de deux facteurs :

— la surprise et le désarroi provoqués par la démission de Palma Carlos et de 4 de ses ministres, puis par le limogeage des ministres non démissionnaires (au rang desquels les réformistes et les staliniens) ;

— l'apaisement relatif des luttes. Cet apaisement est certes dû à l'échec de récentes luttes phares, telle que celle de la CTT, mais aussi, surtout et très banalement, aux départs en vacances. Rappelons que, pour la première fois dans son histoire, le Portugal connaît le phénomène des congés payés. Sur cette acalmie conjoncturelle, Spinola se fait moins d'illusions que per-

Colonies Portugaises

LA NATURE DES MOUVEMENTS DE LIBE

La lutte qui se déroule dans les colonies portugaises n'a jamais mobilisé spectaculairement l'extrême-gauche européenne. La nouvelle situation a donc provoqué une certaine prise de conscience dans ses rangs. Mais, au-delà de la nécessité évidente de soutenir la lutte d'émancipation, la question du soutien réel aux mouvements de libération produit inévitablement des débats sur leur nature et leur trajectoire politique. Parce que l'Afrique Noire connaît des spécificités dans sa formation sociale et dans son histoire contemporaine qui sont rarement prises en compte, le dogmatisme ou l'apolitisme de certains groupes prend des dimensions caricaturales quand il s'agit d'analyser un processus révolutionnaire dans cette région.

Nous avons mille fois répété dans notre presse que le léninisme ne trouvait pas contradictoire un soutien total à une lutte et son analyse critique sans concessions. Deux attitudes nous semblent aux antipodes de cette démarche : l'analyse dogmatique de Lutte Ouvrière et celle de l'apologétisme suiviste des groupes maoïstes (H.R., Direction de la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France, Front Rouge, O Salto, groupe portugais...).

Claude GABRIEL

LES GROUPES MAOISTES

Le courant maoïste adopte une double attitude foncièrement opportuniste sur la question des colonies portugaises. D'un côté, ils soutiennent incontestablement le MPLA, le PAIGC et le FRELIMO. De l'autre, ils assaisonnent ce soutien de bourdés colossales. Sans analyse politique de ces luttes, on ne peut organiser un soutien conséquent. On ne mobilise pas sur « la lutte du peuple angolais est invincible ». On mobilise en expliquant très précisément le processus en cours. L'apologétisme a pour conséquence une dépolitisation complète du soutien. Mais le résultat le plus grave reste en la matière un soutien à l'aveuglette. En Angola, il existe trois mouvements : le MPLA, le FNLA et l'UNITA. Pour analyser la lutte, il faut comprendre dès le départ la raison de cet éclatement du mouvement nationaliste. Il faut encore préciser les caractères décisifs et nécessaires pour reconnaître la nature réellement anti-impérialiste d'une organisation dans un continent où abondent les exemples de mystification et de trompe-l'œil politiques. Mais pensez donc, il faudrait donner un avis propre sur le processus révolutionnaire angolais ; il faudrait cesser d'anonner sur la révolution démocratique et nationale ! C'est trop pour un maoïste ! Résultat : on soutient le MPLA, bien sûr, mais aussi l'UNITA qui déclare recevoir le soutien de Pékin. Tobias Engel écrivait dans Front Rouge du 23 mai : « Désespérés, harassés par les coups de plus en plus durs qui leur étaient portés par le PAIGC, le MPLA et l'UNITA, le FRELIMO, les soldats des troupes coloniales... ». Dans les meetings organisés par Afrique en Lutte, nous avons maintes fois expliqué aux camarades africains influencés par le maoïsme que l'UNITA ne faisait pas la preuve de sa réelle implantation, que son origine (scission du FNLA) et sa pratique ne permettaient pas d'en faire un mouvement de lutte au même titre que le MPLA. Elucubrations trotskystes ? Pauvres maoïstes ! La preuve publique de la manipulation **complète** de l'UNITA par les Portugais vient d'être confirmée. Le soutien de la Chine était le seul argument des maoïstes, alors qu'il aurait fallu chercher dans l'histoire de l'Angola et dans l'analyse de la lutte. Voilà où mène le crétinisme suiviste. A ne pas vouloir (ou pouvoir) analyser soi-même un processus révolutionnaire, on est condamné aux pires errements, car le soutien maoïste à l'UNITA a fortement desservi le MPLA. Même si l'analyse de la révolution angolaise doit aboutir à une appréhension critique du MPLA, elle aurait eu le mérite d'interdire le soutien à l'UNITA et de préciser l'enjeu d'un soutien unique au MPLA. Quand on sait que Pékin vient d'apporter une aide concrète au FNLA, organisation manipulée par la CIA, on se demande où va finir le CILA, organisation de soutien d'obédience maoïste aux luttes dans les colonies portugaises. Nous attendons une auto-critique sur la question de l'UNITA et une analyse de la politique chinoise.

LUTTE OUVRIERE

Dans un numéro récent, LO prend l'initiative d'analyser la nature des mouvements de libération. Pour une organisation qui n'a jamais produit la moindre analyse sur l'Afrique Noire, sa formation sociale, et les perspectives concrètes de la lutte, l'opération ne pouvait qu'être hasardeuse. Nous n'avons pas été déçus. Certes, LO rappelle son soutien de principe au MPLA, au PAIGC et au FRELIMO. Mais l'analyse de ces trois mouvements est telle qu'on pourrait lui demander pourquoi elle ne soutient pas aussi le FNLA, le GUMO, le FRECOMO, qui constituent « elles aussi » d'affreuses organisations petites-bourgeoises. La démarche de LO est parfaitement malhonnête. Elle se sert de citations tronquées hors de leur contexte historique. Dans la grève de Pidjiquiti en 1959 se trouve une bonne part d'encadrement PAIGC. Cette grève se termine par un massacre et la direction du PAIGC comprend alors, empiriquement, qu'il faut poser la question de la violence révolutionnaire et sa conséquence : un processus de lutte armée à partir des campagnes, étant donnée l'impossibilité dans la période et en rapport avec la formation sociale, de remporter une victoire par un simple mouvement urbain. Pour LO, cela devient : « C'est paradoxalement à la suite d'une grève particulièrement importante — celle de Pidjiquiti — qui était la preuve non seulement de l'existence mais de la combativité d'une classe ouvrière qu'A. Cabral en tira la conclusion que le prolétariat ne pouvait être un élément révolutionnaire capable de renverser le joug colonial... c'est donc bién consciemment que les organisations nationalistes ont tourné le dos à une classe ouvrière bien réelle ».

Malhonnête, car la citation utilisée ne prouve aucunement la démarche de l'auteur de l'article. Elle dit seulement : « Le manque d'expérience nous faisait penser que nous pouvions lutter dans les villes par des grèves ». LO n'a pas prouvé le contraire ! Ignorante, car l'existence d'une classe ouvrière ne suffit pas à déterminer les perspectives **immédiates** en milieu urbain. LO ne dit pas que cette classe ouvrière restait semi-prolétarisée, sans traditions et très peu organisée. Que la perspective soit bien pour nous celle d'un gouvernement ouvrier et paysan, alors que le PAIGC ne dit mot là-dessus, n'empêche pas que ce mouvement était, à l'époque, confronté à un problème précis : l'impossibilité de démarrer une lutte armée dans le cadre urbain. Que la formulation et la théorisation de cette lutte armée ait été particulièrement confuse n'oblige pas LO à ignorer l'histoire.

Quant aux autres citations qui rythment la démonstration, nous pouvons conseiller aux camarades de LO de nous écrire. Nous leur en fourniront en quantité suffisante et de bien pires en regard de la théorie léniniste. Mais cette accumulation d'horreurs petites-bourgeoises ne constituera jamais une analyse du processus en cours intégrant la formation sociale, la situation continentale, les axes de radicalisation possibles. Pour LO, la grève de Pidjiquiti constitue le péché originel et la preuve définitive de la trahison petite-bourgeoise. Ceci a aussi des implications précises. Et LO a beau dire qu'elle soutient les trois mouvements, son « analyse » justifie tranquillement l'immobilisme quant au soutien actif et militant. En abordant les mouvements de libération par une démarche dogmatique et ouvriériste, LO ne se contente pas de répéter des vérités léninistes incontestables, elle commet en plus un contre-sens sur la manière de traiter le processus révolutionnaire en Afrique et de saisir les futurs développements de la révolution dans les colonies portugaises. Ce faisant, elle n'apporte aucune contribution et aucune aide à ceux qui sur le terrain débattent de la transcroissance des quinze ans de lutte armée. La conclusion de LO est claire : la ligne des mouvements constitue « la justification théorique d'une politique qui consiste à enchainer les travailleurs, les paysans pauvres derrière une 'élite' afin qu'ils servent de simples fantassins dans la création d'un Etat bourgeois national ». C'est aller bien vite en besogne. Il faut savoir distinguer entre l'analyse d'un processus comportant, évidemment, des pronostics historiques en fonction des rapports de force changeants, et l'analyse cybernétique. La démarche de LO est plus proche de l'arithmétique que de la dialectique.

NOUS-MEMES

L'analyse des mouvements de libération doit être extraite d'une appréhension générale du nationalisme africain, intégrant les rapports spécifiques entre les directions et les masses, l'évolution du colonialisme portugais, la situation continentale et la formation sociale. C'est ainsi que pour nous et globalement (des différences importantes pouvant apparaître à d'autres niveaux d'analyse), le MPLA, PAIGC et FRELIMO se caractérisent par :

1) Une rupture définitive avec le nationalisme droitier qui présida aux indépendances des colonies britanniques, belges et françaises. Il ne s'agit pas d'une transmutation miraculeuse des directions nationalistes en directions nationalistes révolutionnaires. Sur la toile de fond des particularités du colonialisme portugais, se sont constitués des mouvements aux confins du nationalisme petit-bourgeois et aux abords du mouvement ouvrier révolutionnaire. Le choix définitif de leur camp n'était pas réalisé à la veille du 25 avril. La nouvelle période décidera de leur trajectoire réelle.

2) Mais cette rupture avec le nationalisme traditionnel s'est faite sans

sonne. Il sait parfaitement que la rentrée sera rude. Le seul avantage du capital portugais sur un marché européen en crise étant les salaires dérisoirement bas qu'il maintient, pour les travailleurs, il est évident que les luttes les plus simples pour l'obtention d'augmentations de salaires, pour les revendications les plus immédiates et les plus élémentaires, auront d'emblée la nature d'une épreuve de force avec le gouvernement provisoire. Sans parler des tensions que ce gouvernement aura à assumer avec les fractions du capital intéressées par l'élargissement du marché intérieur ! Il est certain que ces rudes épreuves nécessitent un appareil gouvernemental autrement plus fiable que celui dont dispose jusqu'à présent Spinola.

Cette conjonction de facteurs, Spinola a cru pouvoir la mettre à profit, à la fois pour renforcer sa stature de bonaparte et pour mettre en place un gouvernement à sa botte. Il a cru dans cette voie pouvoir avancer très vite et frapper très fort.

suite page 16

aucune théorisation. Elle a été le fruit de l'empirisme à travers le choix stratégique de la « guerre révolutionnaire prolongée » et de la volonté de mener une lutte nationale pour une conscience nationale dans la lutte. Ainsi s'effectue la rupture immédiate avec les fractions droitières (guerre des frontières, pressions diplomatiques), ethnocentristes et régionalistes du type FLING, FNLA, Fraction KAWANDAME expulsée du FRELIMO, etc. La marque essentielle de cet empirisme est le louvoiement (au nom de la tactique !) entre des positions opportunistes droitières et une approche non théorisée du processus de révolution socialiste. Le terrain privilégié de l'opportunisme a été jusqu'à maintenant celui de la diplomatie, notamment africaine, où la prise en considération **des intérêts généraux** du mouvement révolutionnaire africain et mondial est très rarement réalisée. Mais un tel comportement provient du refus des luttes et de la défaite néo-coloniale qui sévissaient dans le continent noir au moment où démarraient les combats dans les colonies portugaises. L'isolement des jeunes directions a pesé très lourd sur leur interprétation de l'internationalisme.

3) Ainsi s'explique l'hétérogénéité des directions actuelles quant à la finalité sociale de la lutte. Chacun est contre le néo-colonialisme — mais ce dernier n'est pas toujours perçu de la même manière et son « antidote » garde un caractère moral et économiste avec toutes les illusions sur « l'économie véritablement indépendante ». Se présentant comme des fronts, les trois mouvements sont à l'étape actuelle des mouvements à **conception multiclassiste**, car ils ne réalisent pas encore leur fonction frontiste dans la mesure où leurs zones d'influence stables se limitent aux campagnes, où les maigres couches petites-bourgeoises affaristes des villes ont déjà ou encore partie liée avec des fractions « démocratiques » du colonat. Nous ne sous-estimons pas cependant les possibilités d'une « promotion 25 avril », c'est à dire d'un fort recrutement dans la nouvelle situation d'éléments petits-bourgeois renforçant les tendances les plus droitières.

4) En fait, ces mouvements sont traversés par une ligne de classe **potentielle** qui ira en s'affirmant et en se précisant au cours des mois à venir. La crise du MPLA atteste cette tendance, même s'il n'y est pas apparu une tendance ouvertement anti-capitaliste et malgré la perte tendancielle d'autonomie de ce mouvement vis à vis des régimes néo-coloniaux (Congo, Zambie).

5) Le processus de guerre révolutionnaire n'est sans doute pas un diplôme de clairvoyance comme le précise LO, mais il n'est pas non plus un facteur négligeable dans les potentialités de transcroissance d'une partie des mouvements. En opposant les mouvements armés « petits-bourgeois » à la classe ouvrière des villes, le dogmatisme ouvriériste commet une autre erreur. S'il y a bien un développement rapide de la classe ouvrière par un processus accéléré d'industrialisation, il n'y a pas un véritable « mouvement ouvrier » avec ses traditions, son organisation propre, démontrant par sa seule existence la carence des mouvements et leur volonté de contourner « la classe révolutionnaire ». Mais par contre, la participation des militants aux nouvelles luttes ouvrières et l'apparition d'expériences de contrôle ouvrier ne pourront qu'accélérer le débat au sein des directions et renforcer les éléments les plus conscients.

6) Une défaite de ces mouvements ne constituerait pas en premier lieu une preuve de « l'incapacité de directions petites-bourgeoises », mais avant tout une défaite des masses et une modification grave des rapports de force dans tout le continent. Mais la transcroissance de la lutte en révolution anti-capitaliste pose immédiatement la question de son débordement internationaliste contre les Etats néo-coloniaux. Sans cette prise de conscience, de graves dangers d'isolement, de démoralisation et de défaite guettent l'avant-garde.

7) Nous notons aussi une pénétration inégale des thèses stalino-réformistes, principalement par le rôle central que jouent les Etats ouvriers dégénérés dans un jeu diplomatique où les mouvements évoluent difficilement et où ils perçoivent de manière schématique le champ politique mondial et la question du stalinisme. Mais l'attitude du PC et du PS portugais, l'essor de l'extrême-gauche, la politique chinoise peuvent favoriser une clarification.

8) Enfin, il faut noter la misère profonde du soutien international sous la férule des humanistes, des sociaux-démocrates et des staliniens. Une telle situation ne peut que renforcer au sein des mouvements les analyses erronées du champ politique international.

Nos mots d'ordre sont donc :

— Soutien aux PAIGC, FRELIMO et MPLA !

— Indépendance immédiate et inconditionnelle !

— Pour une solidarité internationaliste militante et permanente !

— Contre toute solution néo-coloniale, révolution socialiste !

MEDECIN GARDE LE CAP !

La ville de Nice vient d'être jumelée avec Le Cap, principale ville d'Afrique du Sud.

Pour répondre aux protestations multiples J. Médecin ne trouva rien d'autre que de déclarer « La vie en Afrique du Sud mériterait d'être mieux comprise et expliquée. Il n'y a pas dans ce pays de ségrégation correspondant à un esclavage, mais un développement parallèle de deux populations. Le peuple sud-africain n'a qu'une ambition : vivre en paix. Pour comprendre l'esprit libéral qui l'anime, il faut aller sur place ».

A quand l'apartheid à Nice ?

Esprit libéral, qu'il dit le monsieur ! La même semaine, on annonçait que venait de mourir dans une mine, le 11 millième africain depuis... 1960. Ce régime, qu'admire l'ineffable Médecin, condamne les protagonistes d'un mariage « inter-racial » et distingue bancs pour blancs et bancs pour noirs dans les parcs publics. Mais, au-delà de l'interprétation très particulière par le raciste Médecin de l'« esprit libéral », il y a le renforcement spectaculaire des relations économiques entre la France et l'Afrique du Sud. Mieux encore ! Le journal Sunday Times de Johannesburg évoquait la formation d'un axe économique Paris-Téhéran-Johannesburg. Selon ce journal, la France serait prête à fournir une centrale nucléaire de 1000 mégawatts à l'Afrique du Sud. Celle-ci de son côté fournirait à bon marché à la France et à l'Iran de l'uranium pour leurs programmes industriels. Les fournitures, écrit le journal pourraient être payées par les armes. De même, l'uranium dont a besoin l'Iran pour ses cinq centrales que lui construit la France, pourrait être payé par du pétrole. Constatant la présence simultanée en France du Chah et d'Owen Horwood, ministre sud-africain des affaires économiques, le « Sunday Times » ajoute « Cet axe commence donc à se former ».

La municipalité de Nice n'est donc pas en retard sur la reconnaissance publique par le nouveau gouvernement d'une politique que les rats de l'UDR avaient tenté de cacher pendant 15 ans.

INTERVIEW D'UN MILITANT AFRICAIN DES COLONIES (fait le 4.7.74 à Lisbonne)

Après le coup d'Etat du 25 avril, quelle nouvelle situation s'offre aux militants travailleurs et étudiants africains émigrés au Portugal ? Est-il possible de faire un travail de propagande ?

Il n'y a aucun doute que la situation est modifiée par rapport à la situation précédente par exemple il est possible de réaliser des meetings, des manifestations de rue anti-coloniale avec une participation massive des travailleurs et étudiants africains. Des institutions fascistes liées aux colonies telle que la P.E.U. (aujourd'hui Maison des colonies) ont été investies par les Africains anti-colonialistes.Ces faits montrent par eux-mêmes que la situation est qualitativement différente.

Je pense, cependant, qu'au fur et à mesure que la junte se renforcera au pouvoir,ces possibilités d'activités politiques de notre part se restreindront. La répression par la G.M.R., au ESTRELA, des manifestants qui réclamaient la libération du capitaine cubain Peralta, l'arrestation du militant maoiste S. Sanchez, les charges policières sur les occupants de la maison de Macao, l'arrestation de deux officiers miliciens qui ont refusé de réprimer la grève des CTT, la récente loi de la presse, etc., sont des faits qui prouvent que la tendance n'est pas à la croissance des « libertés démocratiques ». A fortiori pour les Africains !

C'est aussi que nous, militants, sommes convaincus que nos « droits » vont très rapidement retourner aux oubliettes. En Angola, ils ont déjà réprimé des manifestations pro-MPLA, au Mozambique il y a des groupes fascistes qui pour le moment se contentent d'intimider les secteurs libéraux, aux Iles du Cap Vert, l'armée d'occupation a déjà tiré sur la population, faisant morts et blessés. Au Portugal même des groupes racistes et fascistes encouragent et pratiquent des actes de violence contre les travailleurs africains, qui se sont soldés déjà par des morts. Aussi les patrons portugais, notamment dans la construction civile ont licencié des Africains, pas seulement pour des raisons économiques mais aussi en tant que répression politique. « Si vous voulez l'indépendance, retournez dans votre pays ! ».

Tu comprends donc que nous ne nous fassions aucune illusion sur le gouvernement d'« union nationale » !

Quelle attitude ont le PS et le PC par rapport aux émigrés africains et particulièrement vis-à-vis des militants ?

Jusqu'ici, il n'y a pas d'attitude précise et théorisée sur ces questions de la part du PS et du PC. Ils abordent la question des colonies de manière très générale. Dans la pratique il n'y a pas grand chose. Par exemple dans les manifestations de rue anti-coloniales, leur absence est révélatrice. Quant aux militants africains, ils essaient de nous récupérer pour soutenir pour soutenir la politique gouvernementale. Leur chance de réussite est bien faible !

Que penses-tu du rôle de l'extrême-gauche portugaise dans la lutte contre la guerre coloniale ?

Je pense que l'extrême-gauche révolutionnaires par ses actions réelles, meetings, manifestations, propagande, a été la seule force politique qui a pris des positions conséquentes contre la guerre coloniale. Ceci est décisif car l'internarionalisme ne peut rester un alibi pour meetings dominicaux. Ton meeting a prouvé aussi qu'au-delà du soutien, se pose aussi la question de l'unité anti-impérialiste et du débat stratégique. A ce niveau bien sûr entre tes camarades de la LCI et le MRPP, il y a des divergences !

Toi et tes camarades êtes au Portugal pour une courte période, quelles sont vos perspectives en rentrant dans votre pays ?

En rentrant, il n'y a d'autres solutions que d'intégrer la lutte — lutte armée — encadrée par le MPLA, PAIGC, et FRELIMO et de la mener jusqu'à la révolution socialiste.

Y-a-t-il parmi les jeunes Africains au Portugal une cartellisation politique à propos des perspectives historiques et par rapport aux différentes composantes du mouvement ouvrier portugais ? Y-a-t-il aussi un débat sur la stratégie de la lutte de libération nationale ?

D'une façon générale je peux dire que les jeunes Africains ici distinguent parfaitement l'extrême-gauche et les formations traditionnelles (PC, PS). En ce qui concerne l'extrême-gauche, les positions sont multiples, mais bien précises. Pour la lutte de libération elle-même, il n'y a pas d'ambiguités au départ : le MPLA, PAIGC, et FRELIMO sont les seuls mouvements qui ont montré leurs capacités jusqu'à maintenant. Pas d'illusions sur le FNLA, l'UNITA, ou le FLING. Reste les avis différents entre nous sur la finalité réelle de la lutte de libération nationale.

VERS LA CRISE GENERALISEE

Le 16 juillet, 20.000 africains, chantant l'hymne du MPLA, brandissant son drapeau suivaient le cortège funèbre des victimes (35 morts, 125 blessés) des ratonnades des chauffeurs de taxi blancs de la veille. La semaine précédente, deux autres assassinats sanctionnaient l'intervention de l'armée contre une manifestation d'africains. Au Mozambique des meetings de plusieurs milliers de personnes à Serra et à Lorenzo Marquès se soldent systématiquement par des heurts avec la police.

Ces seuls faits attestent de la modification rapide de la situation sociale dans cette région de l'Afrique. L'appareil militaire et administratif de la période Caetano est resté pratiquement en place et l'arrogance grandissante des masses urbaines renforce chez les petits colons l'influence des groupes ultras. Au Mozambique la crise économique ne cesse de s'aggraver alors que le FRELIMO ouvrant un nouveau front vient pour la première fois d'occuper une ville : Morumbala, 100.000 habitants. Les victoires incessantes du FRELIMO renforcent de jour en jour la panique parmi les colons et au sud sur la frontière sud-africaine ne cessent de pénétrer des agents sud-africains soigneusement camouflés en ressortissant portugais. L'Afrique du sud, maillon fort de l'impérialisme, Etat expansionniste préfère encore le bon système des mercenaires à celui de l'intervention militaire directe. Mais la bourgeoisie sud-africaine ne travaille par pour l'histoire, elle travaille pour la décennie qui vient, fera prolonger encore un peu une forme de domination archaïque qui ne peut même pas être réformée sans que cela produise une explosion sociale gigantesque. Au sein du camp impérialiste elle dispose d'arguments décisifs pour convaincre le cas échéant ses comparses occidentaux du bien-fondé d'une escalade de son intervention militaire. L'Afrique du sud se situe au tout premier plan mondial de la production d'uranium, d'or, de diamant, et représente un paradis pour les investissements étrangers.

En bref, la situation qui existe en Afrique australe peut très rapidement donner naissance à une crise générale produisant l'affrontement de millions d'africains aux groupes de mercenaires, aux milices des colons et aux armées rhodésiennes et sud-africaines.

Contrairement au cas du Congo en 61, l'interpénétration des capitaux dans cette région, la multitude des intérêts impérialistes, le développement avancé de la lutte armée, de la mobilisation populaire et l'assise économique de la population blanche, produiront immédiatement une généralisation des conflits dans toute la région et bouleverseront l'ensemble de la vie politique en Afrique.

Cette crise internationale, si elle venait à se produire appellerait un effort colossal de la part du mouvement révolutionnaire international. De ce conflit naîtra une modification complète des rapports de force en Afrique noire et déterminera directement les rythmes de construction de l'avant-garde révolutionnaire.

Dans les événements actuels le pauvre gouvernement portugais ne contrôle qu'une faible partie de la situation et il semble de plus en plus à la remorque des événements.

C. GABRIEL

LE M.F.A. MONTE EN LIGNE
suite de la page 15

LA REACTION DES MILITAIRES

Si très vite Spinola a pu faire apparaître le tout dévoué Firmino Miguel comme probable premier ministre, les hommes du MFA, eux, ont riposté tout aussi vite en manifestant leur opposition radicale à un gouvernement trop ouvertement spinoliste. Il s'en est suivi de tumultueuses négociations au palais de Belem. Négociations qui ont bien montré la faible marge de manœuvre des protagonistes. Si le plan de Spinola était clair et la volonté des militaires d'y faire échec tout aussi limpide, chacun a su faire les compromis nécessaires **pour ne pas mettre en danger l'unité de l'armée.**

Dans toute cette phase de la crise, celle des marchandages entre Spinola et les militaires du MFA, les dirigeants réformistes et staliniens ont accepté de passer sous la table, se bornant à compter les points.

Marchandages difficiles mais lucides de part et d'autre. Spinola a très vite accepté le colonel Gonçalves (un homme de gauche !) comme premier ministre à la place de son dévoué L.C. Miguel... qui reste ministre de la Défense ! Tout le monde a été d'accord pour diminuer significativement le nombre de civils dans le gouvernement. Les militaires du MFA ont réussi à imposer la présence de 4 des leurs, et non des moindres, dans la coalition. Mais restent présents les membres du PC et du PS, même si leur nombre est bien moindre que dans le précédent gouvernement. Bref, le gouvernement ne change pas de nature, mais évolue en faveur de l'aile gauche de l'armée.

Cunhal, qui n'a toujours pas de portefeuille et ne s'en formalise pas, continue de jouer les potiches. Soares continue de se discréditer en tant que ministre des Affaires Etrangères.

UNE VICTOIRE DE LA GAUCHE ?

Un coup de barre à droite a été évité, c'est l'évidence même. Mais on voit mal où est la victoire de la gauche.

Répétons-le, les réformistes et les staliniens ont été complètement absents du déroulement de la crise. A moins qu'on ne considère comme une présence politique des jérémiades de Soares sur le « mauvais coup » porté à son action et les déclarations d'allégeance éhontées de Cunhal à l'égard des forces armées.

Il est d'ailleurs difficile de descendre plus bas que Cunhal pendant cette crise. N'a-t-il pas laissé entendr qu'il était prêt à avaler n'importe quelle couleuvre pour maintenir l'équation de la coalition gouvernementale ? Pire : au moment où le ministre Sa Carneiro (libéral !) laissait s'exprimer son admiration pour le modèle brésilien, Cunhal se contentait de répondre en écho que son intérêt à lui se portait plutôt vers le modèle... péruvien !

La gauche portugaise chante aujourd'hui une victoire qui n'est pas la sienne pour masquer sa capitulation. Car c'est de ça qu'il s'agit. Mais les intérêts des bureaucrates, entrant conjoncturellement en accord avec ceux des militaires de gauche, ne feront pas oublier qu'à aucun moment, ni « Avantes» (PC), ni « Republica » (PS) n'ont appelé à la moindre mobilisation pour lutter contre l'offensive de Spinola. Ces journaux ont seulement fait état des dangers de provocations et des manœuvres de... Palma Carlos ! Pour eux, il n'est pas question que les masses populaires soient autre chose que spectatrices. Prêts à tout pour continuer autprès des ministres bourgeois et des militaires, ces gens-là ont montré lors de la première épreuve de force la profondeur de leur veulerie.

DES OMBRES INQUIETANTES

Dans son premier discours après la crise, Spinola a brodé sur ses thèmes familiers : la lutte contre l'anarchie et la défense des libertés. Il est vraisemblable en effet que les militaires du MFA auront à se familiariser — si ce n'est déjà fait — avec le délicat problème de la défense des libertés. Deux indices l'attestent :

— la création récente d'un organisme assez particulier, le COPCON (Commando Opérationnel du Continent), chargé en principe de lutter contre la subversion de droite et commandé par Costa Gomes, le vieux complice de Spinola. Le COPCON n'est pas sans rappeler cette fameuse législation sur le contrôle des armes au Chili qui a permis aux militaires de désarmer le mouvement ouvrier. Gageons que d'ici peu le COPCON apparemment innocent apparaîtra pour ce qu'il est : le fer de lance de la construction d'une armée de guerre civile au Portugal ;

— la nomination au poste de ministre d'Etat d'un vieux routier du MFA, vétéran de la guerre coloniale, mais aussi spécialiste de la lutte contre l'insurrection et la subversion : le commandant Vitor Alvès. De lui aussi il faudra s'attendre à entendre parler.

Voilà qui risque de mettre les ministres de gauche dans une position qui, à terme, sera un peu plus difficile à assumer que les crises au sommet.

MEETING

Página 6 — O SECULO — Sexta-feira, 5/7/74

Na Casa dos Estudantes das Colónias

Colonialismo e neocolonialismo foram motivo de conferência

• Autor: «C. Gabriel», da IV Internacional

«A revolução africana-análise política e perspectivas», foi o tema da conferência, ontem à tarde, proferida na Casa dos Estudantes das Colónias. Autor: um militante francês da IV Internacional que utiliza o pseudónimo de «C. Gabriel», pertencente à redacção da revista «En Lutte».

Moçambique

Le 4 juillet s'est tenu à la Maison des Colonies de Lisbonne un meeting à l'initiative de nos camarades de la LCI et d'« Afrique en lutte ». Devant 200 militants essentiellement africains notre camarade Gabriel a fait un long exposé des positions de l'Internationale sur la révolution africaine, ses perspectives et la lutte dans les colonies portugaises. 5 heures de débats ont montré l'intérêt grandissant que portent les militants africains aux thèses trotskystes. (500 « Afrique en lutte » sont vendus à Lisbonne).

Au même moment, Mitterrand et Deferre dégoisaient avec Mario Soarès sur le rôle des socialistes pour l'indépendance des peuples. Notre camarade a pu expliquer le rôle sinistre des réformistes français dans la « décolonisation » française et notamment rappelé ce qu'a été la loi-cadre Deferre de 1956 prémisse juridique de la politique gaulliste. Ce meeting confirme aussi le rôle toujours décisif de la LCI dans la lutte contre la guerre coloniale et la presse dû en rendre compte.

CHILI

Le 11 septembre 1974, une année se sera écoulée depuis ce jour où l'armée bourgeoise chilienne prit le pouvoir par un putsch sanglant...

Préparons dès maintenant des mobilisations massives pour le Chili, le 11 septembre.

SOLIDARITE AVEC LES LUTTES DES TRAVAILLEURS CHILIENS CONTRE LA DICTATURE !

POUR LA LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES